

# Développement à l'arrêt

## Prêts du Fonds monétaire international et austérité post Covid-19

Rapport • Octobre 2020

Par Daniel Munevar

### Resume

**Nous devons reconnaître que cette crise nous invite à renforcer notre résilience pour l'avenir. Cela signifie investir dans l'éducation, les capacités numériques et le capital humain - les systèmes de santé et les systèmes de protection sociale. Nous devons nous assurer que les autres crises qui nous attendent - comme la crise climatique - sont bien intégrées et traitées. Et nous devons tout faire pour que les inégalités et la pauvreté - notamment les inégalités entre les genres - ne refassent surface. »**

Kristalina Georgieva, directrice générale du FMI

Une analyse des rapports des services du Fonds monétaire international (FMI) pour 80 pays, mené par Eurodad, illustre une sombre décennie à venir pour les pays en développement. Les rapports du FMI ont été préparés dans le cadre du processus d'approbation de l'aide financière entre mars et septembre 2020. Ils révèlent une réponse multilatérale insuffisante et inadéquate à la pandémie de Covid-19, qui enfermera un grand nombre de pays dans une crise de la dette et de l'austérité pendant au moins une décennie. La nécessité de protéger et d'augmenter les investissements pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD) et une reprise équitable et verte, est abordée dans chaque intervention publique des responsables du FMI. Cependant, ces engagements sont difficiles à trouver dans la conception des programmes du FMI. Les programmes du FMI sont en passe d'arrêter les efforts de développement au cours de la prochaine décennie.

Principales conclusions de l'analyse :

- **Austérité : plus dure, plus rapide, plus large.** 72 Soixante-douze pays devraient entamer un processus d'assainissement budgétaire dès 2021. Des augmentations d'impôt et des réductions des dépenses seront mises en œuvre dans les 80 pays d'ici 2023. Entre 2021 et 2023, ces pays appliqueront des mesures d'austérité représentant en moyenne 3,8 pour cent du PIB. L'ajustement concentrera les décaissements en début de période, ne laissant pas de temps de récupération. Plus de la moitié des mesures projetées, équivalant à 2% du PIB, auront lieu en 2021. Le caractère synchronisé de l'ajustement remet en question la probabilité d'une forte reprise telle que prévue par le FMI.
- **Une réponse au Covid-19 entravée :** 80 pays ont mis en œuvre un ensemble de réponses au Covid-19, représentant 2,2 pour cent du PIB en 2020. L'incapacité de fournir un financement sous forme de dons et d'offrir un allègement de la dette a contraint 40 de ces pays à réduire les budgets publics pour apporter une réponse à la pandémie. Ces pays ont mis en œuvre des réductions de dépenses compensatoires d'un montant de 2,6% du PIB en 2020.
- **Payer quatre fois les coûts de la pandémie :** l'austérité est la réponse du FMI aux implications budgétaires de la pandémie. L'austérité est conçue pour libérer des ressources pour stabiliser les niveaux d'endettement et faire face au service de la dette. 59 pays ont des plans d'assainissement budgétaire prévus sur les 3 prochaines années, qui sont plus importants que les enveloppes budgétaires des réponses au Covid-19 mis en œuvre en 2020. L'assainissement budgétaire représente 4,8 fois le montant des ressources allouées aux enveloppes du Covid-19 en 2020.

- Transfert du fardeau sur les personnes vulnérables : les programmes d'ajustement visent à augmenter les revenus grâce à une augmentation des impôts indirects, et en particulier de la TVA. Il a été prouvé que les augmentations de la fiscalité indirecte ont des effets négatifs sur les inégalités de revenus et entre les genres.

Cela remet en question les appels du FMI à une reprise juste et équitable. Pour un groupe de 59 pays pour lesquels des données sont disponibles, 39 devraient augmenter la part des impôts indirects dans le total des recettes publiques. On s'attend à ce que 40 pays augmentent le recouvrement des impôts indirects de 0,4% du PIB par rapport aux niveaux d'avant la crise.

- Sacrifier les services publics : réduction des comptes de dépenses publiques pour les trois quarts du total de l'ajustement. Les dépenses devraient diminuer de 2,6% du PIB entre 2020 et 2023. Au moins 41 pays se retrouveront avec des dépenses publiques inférieures aux niveaux d'avant la crise. Les réductions sont substantielles par rapport à la fourniture de services publics. 40 pays devraient mettre en œuvre des réductions de dépenses équivalentes ou supérieures à leurs budgets actuels de la santé.
- Des fardeaux de la dette et des vulnérabilités plus lourdes : 56 pays se retrouveront avec des niveaux de dette publique plus élevés d'ici 2023. 55 se retrouveront avec une augmentation des paiements du service de la dette vis-à-vis de leurs créanciers. 30 pays paieront chaque année à leur créancier un montant supplémentaire équivalant à leur enveloppe Covid-19 de 2020, au titre de l'augmentation du service de la dette d'ici 2023. Les analyses de viabilité de la dette (AVD) du FMI qualifient cette dynamique de la dette de « soutenable » dans 76 pays.

- Développement à l'arrêt : la décision qui vise à donner la priorité au paiement de la dette suivi d'un assainissement budgétaire, paralysera les efforts de développement dans les années 2020. La réalisation des ODD et des engagements de l'Accord de Paris sur le climat, d'ici 2030, sera irrémédiablement hors de portée. Pour 46 pays pour lesquels des données sont disponibles, une décennie de mesures d'austérité réduira les dépenses publiques de 25,7 à 23% du PIB entre 2020 et 2030. Les dépenses publiques en 2030 devraient se stabiliser en deçà des niveaux d'avant la crise. Dans le même temps, les exigences accrues du service de la dette obligeront 20 pays à payer à leurs créanciers des montants supplémentaires équivalant à l'enveloppe allouée au Covid-19, et ce, chaque année pendant le reste de la décennie.
- Que des dettes et pas de développement durable : les programmes du FMI accordent explicitement la priorité aux paiements aux créanciers plutôt qu'aux besoins de la population locale. Ceci est le résultat d'une méthodologie de viabilité de la dette défectueuse, qui est incapable de rendre compte des besoins de financement pour atteindre les ODD et les engagements de l'Accord de Paris sur le changement climatique. Sur 80 rapports des services du FMI, seuls 20 font référence au changement climatique. Seuls sept mentionnent les ODD. Dans un seul cas, celui de Samoa, le changement climatique est pris en compte dans les analyses de la viabilité de la dette.

Ce rapport illustre l'échec dramatique du FMI et de la communauté internationale à répondre à la pandémie de Covid-19. Les mesures adoptées pour faire face à la récession économique actuelle sont bien en deçà des efforts nécessaires pour répondre à l'ampleur actuelle des besoins dans les pays du Sud. Les projections et recommandations du FMI pour l'assainissement budgétaire ont donné le ton d'une nouvelle « décennie perdue » pour le développement. La situation à laquelle nous sommes confrontés à la suite de la pandémie, signifie un besoin encore plus grand d'une action mondiale concertée centrée sur les droits humains, le développement durable, l'égalité des genres et la justice climatique.

## Introduction

Une analyse des rapports des services du Fonds monétaire international (FMI) pour 80 pays, mené par Eurodad, illustre une sombre décennie à venir pour les pays en développement. Les rapports du FMI ont été préparés dans le cadre du processus d'approbation de l'aide financière entre mars et septembre 2020. Ils révèlent une réponse multilatérale insuffisante et inadéquate à la pandémie de Covid-19, qui enfermera un grand nombre de pays dans une crise de la dette et de l'austérité, longue d'au moins une décennie.

Le rapport montre que 72 pays ayant reçu un financement du FMI, devraient entamer un processus d'assainissement budgétaire dès 2021. Des augmentations d'impôts et des réductions de dépenses doivent être mises en œuvre dans les 80 pays d'ici 2023. Ces pays mettront en œuvre des mesures d'austérité d'une valeur moyenne de 3,8 pour cent du produit intérieur brut (PIB) entre 2021 et 2023. Les décaissements liés à cet ajustement seront effectués en début de période, ce qui ne laissera pas de temps de récupération. Plus de la moitié des mesures projetées, soit 2% du PIB, seront appliquées en 2021. Le caractère synchronisé de l'ajustement remet en question la probabilité d'une forte reprise telle que prévue par le FMI. En conséquence, les pays de programme du FMI auront des dettes plus importantes et moins de ressources pour financer leur développement.

La nécessité de protéger et d'augmenter les investissements pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD) et une reprise équitable et verte sont présentes dans chaque intervention publique des responsables du FMI. Cependant, ces engagements sont difficiles à trouver dans la conception des programmes du FMI. Les programmes du FMI sont en passe d'arrêter les efforts de développement au cours de la prochaine décennie.

Ce rapport comprend six sections. La première section décrit les sources de données. Dans la deuxième section, le rapport donne un aperçu de l'aide financière du FMI depuis le déclenchement de la pandémie Covid-19. La troisième section analyse l'impact immédiat du Covid-19 sur la dette et les budgets publics, tandis que la quatrième section examine les projections du FMI sur l'assainissement budgétaire des pays de programme et leurs implications pour 2020-2023. La cinquième section présente une analyse des conséquences du financement d'urgence du FMI d'ici à 2030 et, enfin, la sixième section conclut avec les recommandations politiques d'Eurodad.

## 1. Sources de données

Les demandes officielles d'aide financière des pays membres du FMI sont traitées par le Conseil d'administration du FMI. L'approbation formelle d'une demande par le Conseil se fonde sur un rapport préparé par les services du FMI. Le rapport de notation fournit une évaluation de la situation dans le pays et des critères requis pour qu'un membre reçoive un soutien financier. Dès l'approbation de la demande d'aide financière par le Conseil, le rapport des services du FMI est publié parallèlement à une annonce officielle.

Cette étude est basée sur l'analyse des rapports des services du FMI pour 80 pays<sup>1</sup>. Ces derniers ont été préparés dans le cadre du processus d'approbation de l'aide financière du FMI entre mars et septembre 2020. Au cours de cette période, le FMI a approuvé 96 programmes pour 81 pays<sup>2</sup> pour un total de 95 milliards de dollars américains. 54 de ces pays peuvent participer à l'Initiative de suspension du service de la dette du G20 (ISSD)<sup>3</sup>. Les 27 autres représentent les pays à revenu élevé et intermédiaire exclus de cette initiative<sup>4</sup>. Sur le chiffre total, 17 pays sont des petits États insulaires en développement (PEID). La liste des pays inclus dans l'analyse se trouve dans l'annexe et dans l'ensemble des données en ligne.

## 2. Un aperçu de l'aide financière du FMI

Depuis le début de la pandémie de Covid-19, les prêts du FMI ont été approuvés grâce à une combinaison de nouveaux arrangements et d'augmentations pour les programmes existants. Les nouveaux arrangements se composent principalement de crédits fournis par le biais de la facilité de crédit rapide (FCR) et de l'instrument de financement rapide (IFR). Les augmentations comprennent la fourniture de financements supplémentaires par le biais d'outils existants comme les accords de confirmation (SBA), la facilité élargie de crédit (FEC), le mécanisme élargi de crédit (MEDC) et les lignes de crédit modulable (LCM)<sup>5</sup>.

Tableau 1 - Facilités de financement du FMI en fonction du montant approuvé et du risque de surendettement des pays

Facilité de financement	Conditionnalité	Concessionnalité	Programmes approuvés	Risque de surendettement des pays		Montants approuvés (en milliards \$EU)
				En détresse/ Élevé / Insoutenable*	Modéré / Faible / Viable	
Facilité de crédit rapide (FCR)	Aucune ou limitée**	Oui	43	22	21	7.3
Financement rapide	Aucune ou limitée**	Non	36	2	34	21.7
Facilité de crédit de confirmation (FCC) / Facilité élargie de crédit (FEC)	Oui	Oui	5	4	1	0.4
Accord de confirmation (SBA) / Mécanisme élargi de crédit (MEDC)	Oui	Non	8	2	6	13.1
Ligne de crédit modulable (LCM)	Non	Non	3	0	3	52.1
<b>Total</b>	–	–	<b>95***</b>	<b>30</b>	<b>65</b>	<b>95</b>

\* Comprend les pays évalués par l'analyse de viabilité de la dette des pays avec un accès au marché (AVD PAM), présentant une dette publique soutenable mais avec une probabilité faible.

\*\* Les programmes peuvent inclure des actions antérieures (voir encadré 1).

\*\*\* Au moins 26 pays ont reçu un financement par le biais de plus d'un mécanisme selon les données disponibles au 25 septembre 2020.

Source : calculs Eurodad basés sur les rapports pays des services du FMI.

Le tableau 1 résume la répartition du financement entre les différentes facilités.

Trois problèmes soulevés par les chiffres du tableau 1 doivent être abordés. Premièrement, les montants effectivement décaissés par le FMI ne représentent qu'une fraction des chiffres approuvés. 55 pour cent des prêts approuvés correspondent à la ligne de crédit modulable (LCM). Il s'agit d'une ligne de crédit préapprouvée à laquelle seuls le Chili, la Colombie et le Pérou ont accès. À ce jour, aucun pays n'a contacté le FMI pour accéder aux fonds disponibles via la LCM<sup>6</sup>. En conséquence, le financement d'urgence effectivement fourni par le FMI est minime par rapport au chiffre global. Seuls 36,1 milliards de dollars américains ont été décaissés à ce jour<sup>7</sup>.

Le deuxième problème concerne le rôle des conditionnalités dans le cadre de la conception et de l'approbation du programme. Les conditionnalités se réfèrent aux ajustements de politique requis par le FMI pour donner accès au financement. Il a été prouvé que les conditionnalités du FMI mettent en péril la marge de manœuvre relative aux politiques intérieures<sup>8</sup>, et limitent la capacité des gouvernements à fournir des services publics et à remplir leurs obligations en matière de droits humains envers les citoyens<sup>9</sup>. Trois des facilités de financement, la FEC, l'IFR et la LCM, n'impliquent pas l'utilisation de conditionnalités ex ante pour débloquer le financement du FMI. Ces arrangements représentent 82% des facilités de financement approuvées par le FMI depuis le début de la pandémie. En conséquence, les projections budgétaires incluses dans ces programmes représentent des engagements non contraignants (encadré 1).

La mise à disposition d'un financement d'urgence sans conditionnalités à un grand nombre de pays est une évolution positive. Cependant, au moins 14 pays courent un risque réel de devoir exiger un programme à long terme du FMI. Cela concerne la troisième question à traiter, autrement dit le profil de risque de surendettement des pays bénéficiant d'un financement du FMI. 30 prêts, pour la plupart au titre de la FEC, ont été approuvés à 26 pays considérés soit en risque élevé, soit en situation de surendettement par le Cadre de viabilité de la dette des pays à faible revenu du FMI (CVD PFR), soit leur dette n'est pas considérée comme soutenable dans le cadre de l'analyse de viabilité de la dette des pays avec un accès aux marchés (AVD PAM)<sup>13</sup>.

Dans ce groupe, 13 pays ont déjà mis en place un programme à long terme du FMI : facilité de crédit rapide, accord de confirmation, facilité élargie de crédit ou mécanisme élargi de crédit<sup>14</sup>. Les 14 autres n'ont reçu une aide financière que par le biais de la FCR ou de l'IFR. Ce groupe comprend de grands pays africains, dont le Tchad, le Ghana et le Kenya<sup>15</sup>. Plusieurs pays à revenu élevé et intermédiaire dont les dettes sont considérées comme soutenables, mais présentent un degré élevé de vulnérabilité, risquent également de passer à un programme à long terme du FMI. Les pays ayant d'importants besoins de financement dans les années à venir, auront sans doute également besoin de prêts supplémentaires du FMI (voir section 3).

Le degré élevé de vulnérabilité de ces pays signifie que même une légère détérioration de leurs conditions de financement pourrait suffire à les pousser au surendettement. Ce sont des candidats de choix pour la transition vers un programme complet du FMI. Les objectifs et politiques budgétaires inclus dans les accords FCR, IFR et LCM, cesseraient d'être non contraignants. Les pays qui demanderaient un financement supplémentaire au-delà des quotas fixés pour ces facilités, par le biais d'une facilité de crédit de confirmation, d'un accord de confirmation, d'une facilité élargie de crédit ou d'un mécanisme élargi de crédit, seraient soumis à des conditionnalités sous la forme d'actions préalables, de critères de performance et de repères structurels. Les implications d'une telle évolution seront examinées dans les sections quatre et cinq de ce rapport. L'analyse porte maintenant sur l'impact de la crise sur la dette et sur les budgets publics.

### Encadré 1 - Conditionnalités présentes dans les programmes d'aide financière Covid-19 du FMI

La plupart des programmes du FMI sont liés à des conditionnalités. Le FMI justifie leur utilisation comme mécanisme pour assurer les progrès de la mise en œuvre du programme et réduire les risques pesant sur les ressources du FMI<sup>10</sup>. Les conditionnalités peuvent revêtir différentes formes :

- **Actions préalables** : Il s'agit des mesures qu'un pays accepte de prendre avant que le Conseil d'administration du FMI n'approuve le financement ou ne termine un examen.
- **Critères de performance quantitatifs (QPC)** : conditions spécifiques et mesurables qui doivent être remplies pour effectuer un examen. Les QPC ciblent des variables macroéconomiques sous le contrôle du gouvernement demandeur de financement. Il s'agit notamment du solde budgétaire, des réserves internationales et des emprunts extérieurs, entre autres.
- **Objectifs indicatifs** : en cas d'incertitude élevée, ceux-ci peuvent être établis en plus des QPC comme indicateurs quantitatifs pour évaluer les progrès d'un programme.
- **Repères structurels** : inclure des mesures de réforme (souvent non quantifiables). Il s'agit notamment de réformes dans de vastes domaines de l'administration publique, notamment les marchés du travail et la sécurité sociale, que le FMI considère comme essentielles pour réaliser le programme<sup>11</sup>.

Les programmes d'aide financière Covid-19 du FMI comportent divers degrés de conditionnalité. Seuls quatre accords FCR et IFR nécessitent des actions préalables. Il s'agit notamment de l'Équateur, du Libéria, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et de l'Ukraine<sup>12</sup>.

Huit programmes ont nécessité des modifications des conditionnalités des arrangements existants, notamment des QPC, des objectifs indicatifs et des repères structurels. Il s'agit notamment de l'Arménie, de la Géorgie, de l'Angola, de la Gambie, du Sénégal, de la Barbade, du Honduras et de l'Ukraine.

Dix-huit programmes comprennent un examen des conditionnalités dans le cadre des arrangements existants sans introduire de modifications. Ce sont la Mauritanie, le Pakistan, la Somalie, le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, la République centrafricaine, le Tchad, la Côte d'Ivoire, l'Éthiopie, le Gabon, la Guinée, le Libéria, le Mali, le Malawi, le Niger, Sao Tomé-et-Principe et le Togo.

Le FMI peut imposer des conditionnalités grâce aux arrangements existants pour le deuxième et le troisième groupe de pays. Les programmes destinés à ces groupes de pays représentent 27% du total approuvé par le FMI depuis le début de la pandémie.

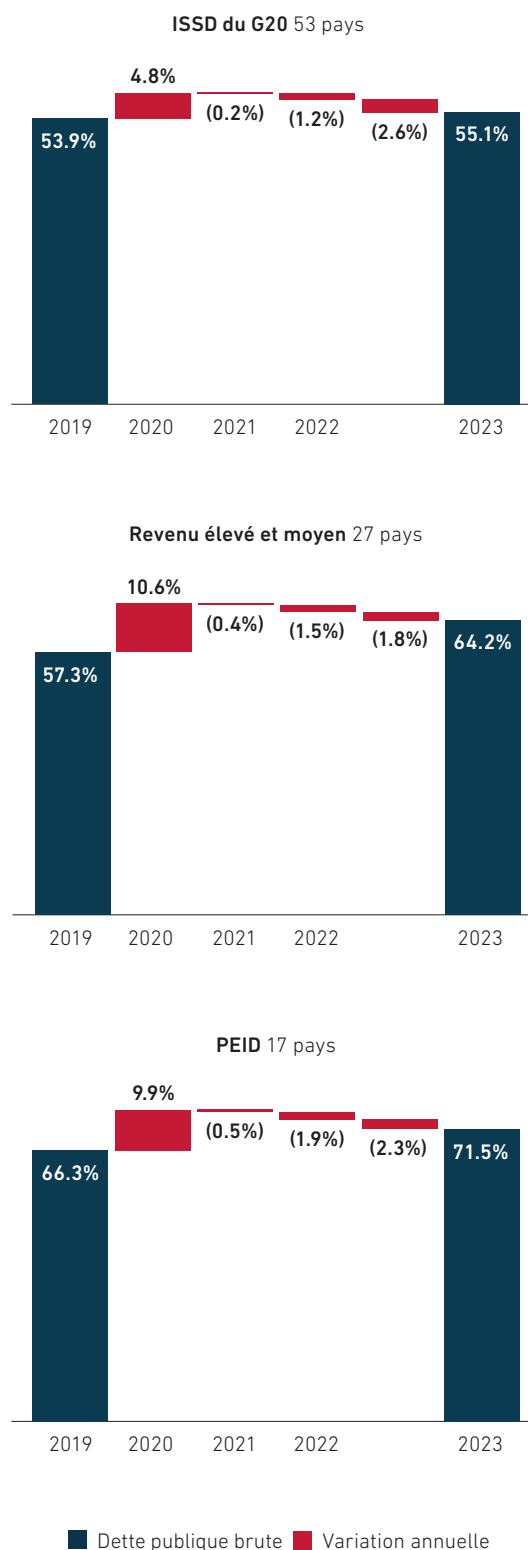
### 3. Covid-19, dette et budgets publics

La pandémie de Covid-19 devrait avoir un impact considérable et immédiat sur les niveaux de la dette publique. Pour le groupe de 80 pays inclus dans l'analyse, la dette publique brute devrait passer de 55 à 62% du PIB entre 2019 et 2020<sup>16</sup>. L'impact varie selon la catégorie du groupe de pays (graphique 1). Les pays éligibles à l'ISSD du G20 devraient voir leur dette publique augmenter de 52,9 à 58,7% du PIB. Les pays à revenu élevé et intermédiaire passeront de 57,3 à 67,9% du PIB. La dette publique des petits États insulaires en développement (PIED) passera de 66,3 à 76,2 pour cent du PIB.

Un facteur clé qui explique les différentes trajectoires nationales est l'impact de la crise sur la croissance économique. Les économies de marché émergentes devraient se contracter jusqu'à 3% du PIB en 2020. Entre-temps, les économies à faible revenu, qui représentent la grande majorité du groupe ISSD du G20, devraient se contracter de 1% du PIB<sup>17</sup>. Les projections du FMI dans le contexte de la pandémie ont été critiquées comme étant incohérentes et trop optimistes<sup>18</sup>.

Du fait de ces projections de croissance, les prévisions de la dette à moyen terme du FMI présentent une sous-estimation observée (graphique 1). Pour les trois groupes de pays, la dette devrait se stabiliser en dessous du chiffre atteint en 2020, mais au-dessus des niveaux d'avant la crise observés en 2019. 56 pays devraient avoir une dette publique supérieure aux niveaux enregistrés en 2019. La baisse des niveaux d'endettement prévue par le FMI donne l'impression que la crise est sous contrôle. Une analyse des cas par pays, de la politique budgétaire et des implications financières montre à quel point cette impression est et sera inexacte et dangereuse pour les efforts de développement des pays en question.

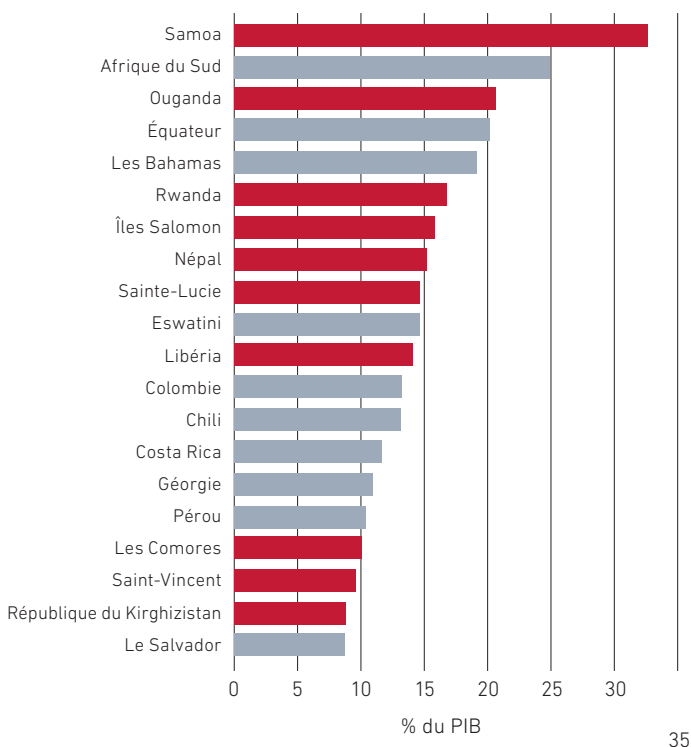
Graphique 1 : Évolution de la dette publique brute en % du PIB (2019-2023)



Les chiffres entre parenthèses indiquent une diminution.  
Source : calculs Eurodad basés sur les rapports pays des services du FMI.

L'augmentation prévue de la dette publique est substantielle pour de nombreux pays entre 2019 et 2023 (graphique 2). Sur les vingt premiers pays affichant la plus forte augmentation, la moitié sont des pays à revenu élevé et intermédiaire. L'autre moitié comprend les pays éligibles à l'ISSD du G20. Même en appliquant des prévisions de croissance optimistes, au moins dix-sept des pays devraient enregistrer des augmentations à deux chiffres de leurs niveaux de dette publique. Ces dynamiques mettent en évidence l'échec de la réponse multilatérale pour deux raisons. Premièrement, les pays à revenu intermédiaire n'ont pas reçu d'aide du Dispositif mondial de sécurité financière. Ceci est particulièrement le cas pour les pays d'Amérique latine<sup>19</sup>. Deuxièmement, l'ISSD du G20 est trop restreinte en terme d'éligibilité des créanciers et a un échéancier trop court pour offrir un soutien aux pays particulièrement touchés par la crise<sup>20</sup>.

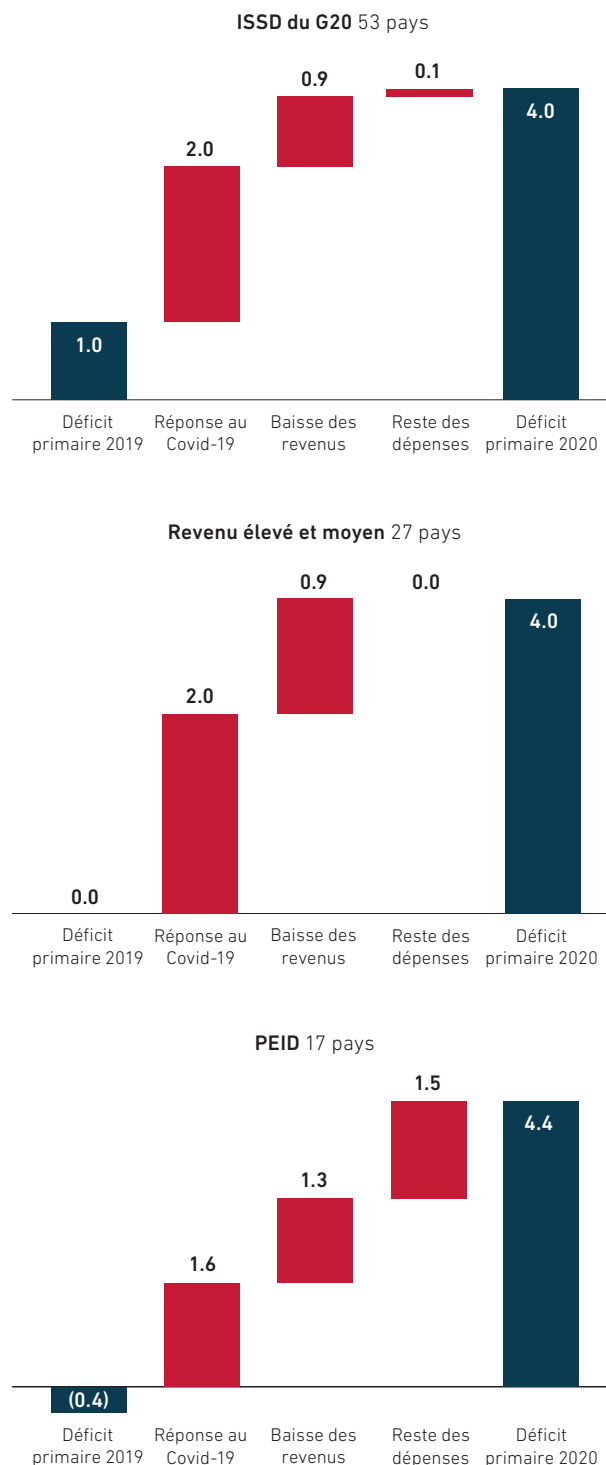
**Graphique 2 : Plus fortes augmentations de dette publique en % du PIB (2019-2023)**



Les pays en rouge sont éligibles à l'ISSD du G20.  
Source : calculs Eurodad basés sur les rapports pays des services du FMI.

Une analyse de l'impact budgétaire de la crise en 2020 montre que le FMI est susceptible de sous-estimer l'augmentation immédiate des niveaux d'endettement. Pour le groupe de 80 pays, le déficit budgétaire primaire<sup>21</sup> devrait passer de 0,7 à 4,1% du PIB entre 2019 et 2020. La détérioration de la situation budgétaire suit des schémas légèrement différents selon les groupes de pays (graphique 3).

**Graphique 3 : Variation du déficit primaire (2019-2020)**



Primary deficit is presented as a positive figure.  
Figures in brackets denote a primary balance surplus.  
Source: Eurodad calculations based on IMF staff country reports.



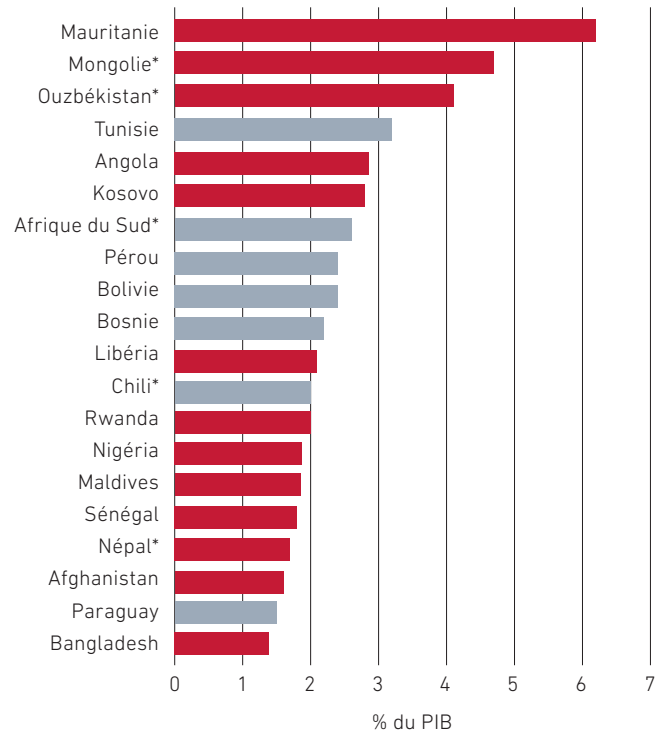
Les pays éligibles à l'ISSD du G20 verront augmenter leur déficit primaire de 1 à 4% du PIB. La détérioration de la situation budgétaire peut être ventilée en trois composantes. Premièrement, les enveloppes allouées aux réponses au Covid-19 pour ces pays représentent en moyenne 2 pour cent du PIB<sup>22</sup>. Deuxièmement, les recettes publiques ont chuté de 0,9% du PIB. Enfin, les autres dépenses publiques ont augmenté de 0,1% du PIB.

Dans le cas des pays à revenu élevé et intermédiaire, le déficit primaire est passé de 0 à 4,1 pour cent du PIB. Les enveloppes allouées aux réponses au Covid-19 représentent 2,6 pour cent du PIB. La réponse économique plus forte à la pandémie Covid-19 de ce groupe de pays est le résultat de niveaux plus élevés de revenu par habitant et de secteurs publics plus importants. Une baisse des revenus explique la majeure partie de la détérioration restante, équivalant à 1,5 pour cent du PIB.

Les PEID présentent une augmentation de leur solde primaire, d'un excédent de 0,4% du PIB à un déficit de 4,4% du PIB. Les enveloppes allouées aux réponses au Covid-19 représentent 2% du PIB, tandis que la baisse des recettes et l'augmentation des autres dépenses représentent respectivement les 1,3% et 1,5% restants du PIB.

Si les moyennes des groupes fournissent des informations utiles sur les schémas budgétaires globaux, elles obscurcissent également les implications des enveloppes allouées aux réponses au Covid-19 pour un certain nombre de pays. Les difficultés de financement ont contraint au moins quarante pays à mettre en œuvre des réductions de dépenses dans d'autres domaines des budgets publics afin de pouvoir répondre à la pandémie. Le graphique 4 illustre l'ampleur des réductions de dépenses qui ont lieu en plein cœur de la pandémie. Sur les vingt pays ayant les réductions de dépenses les plus importantes, treize sont éligibles à l'ISSD du G20 et sept correspondent au groupe à revenu élevé et intermédiaire. Cet ensemble de pays devrait procéder à des réductions de dépenses équivalentes, en moyenne, à 2,6% du PIB en 2020.

**Graphique 4 : Les plus fortes réductions des dépenses publiques pour compenser les enveloppes allouées à la réponse au Covid-19 en % du PIB**



Estimation de la taille de l'enveloppe budgétaire Covid-19 moins la variation globale des dépenses publiques entre 2019 et 2020. Un chiffre positif indique que d'autres dépenses se sont contractées pour créer un espace budgétaire pour la réponse.

\* Les réponses au Covid-19 incluent des mesures de revenus. En conséquence, le graphique 4 peut surestimer les réductions de dépenses compensatoires.

Les pays en rouge sont éligibles à l'ISSD du G20.

Source : calculs Eurodad basés sur les rapports pays des services du FMI.

Les conditions difficiles ont poussé les agents de santé à protester et à menacer de grèves de masse des agents publics<sup>23</sup>. À ce jour, 16 667 personnes sont mortes du Covid-19 en Afrique du Sud. Le pays a le plus grand nombre de morts du Covid-19 en Afrique et se classe au 13e rang mondial<sup>24</sup>. L'ampleur peu plausible des réductions de dépenses requises indique que le FMI sous-estimera vraisemblablement l'impact immédiat de la crise dans ses dimensions tant économique qu'humaine. L'Afrique du Sud offre un exemple du caractère problématique de cette dynamique. Au moment où des mesures décisives de santé publique et de protection sociale sont les plus nécessaires, le gouvernement a été contraint de procéder à des réductions de dépenses compensatoires, à hauteur de 2,6% du PIB en 2020. Ce chiffre équivalait à 60% du budget de santé publique du pays.



Après la pandémie, de nombreux pays se retrouveront dans une situation de vulnérabilité et de dette accrues. Dans le cas des vulnérabilités, les besoins de financement brut (BFB)<sup>25</sup> ont considérablement augmenté en 2020 (tableau 2). Ils devraient rester à des niveaux préoccupants en 2021, avec une baisse d'ici 2023. Au moins 17 pays devraient avoir un BFB supérieur à 15% du PIB en 2021<sup>26</sup>. Ce groupe comprend des pays en développement à forte population comme l'Égypte, le Pakistan et l'Afrique du Sud. Une deuxième vague de la pandémie ou une détérioration soudaine des conditions de financement national créerait des problèmes importants pour ces pays. En l'absence de mesures multilatérales pour faire face au fardeau de la dette et aux besoins de financement, la stabilité financière de ces pays sont sur le fil du rasoir.

Un moteur clé de cette dynamique est l'évolution du service de la dette publique. Des dettes plus importantes augmenteront le fardeau de la dette de la plupart des pays au cours des prochaines années. Même après avoir supposé une baisse des niveaux d'endettement d'ici 2023, le service de la dette se stabilisera au-dessus des niveaux d'avant la crise (tableau 2). Les pays éligibles à l'ISSD du G20 connaîtront une augmentation des besoins annuels du service de la dette de 1,9% du PIB par an d'ici 2023. Ce chiffre est de 1,7% dans le cas des pays à revenu élevé et intermédiaire, et de 1% pour les PEID.

Pour replacer ces chiffres dans leur contexte, trente pays paieront à leurs créanciers, d'ici 2023<sup>27</sup>, un montant supplémentaire équivalent à leur enveloppe Covid-19 de 2020, au titre de l'augmentation du service de la dette. Les analyses de viabilité de la dette du FMI (AVD) qualifient cette dynamique de dette de « soutenable » dans 76 pays<sup>28</sup>. Dans la plupart des cas, la soutenabilité repose sur la capacité des pays à mettre en œuvre des mesures d'austérité d'une ampleur incroyable, au cours des prochaines années. Ces mesures ne feront qu'aggraver la crise pour des centaines de millions de personnes à travers le monde. Leur sort reflèteront les critères de soutenabilité utilisés par le FMI.

**Tableau 2 - Évolution des besoins de financement brut et du service de la dette publique (2019 - 2023)**

Besoins en financement brut (BFB)						
Groupe de pays	# de pays	2019	2020	2021	2022	2023
ISSD G20	53	8.2	12.3	10.9	10.2	9.8
Revenu élevé et intermédiaire	27	11.0	15.9	13.0	11.3	11.0
Tous les pays	80	9.1	13.5	11.5	10.5	10.2
PEID	17	9.6	16.0	14.5	12.6	11.9

Service de la dette publique						
Groupe de pays	# de pays	2019	2020	2021	2022	2023
ISSD G20	53	7.1	8.3	8.4	8.8	9.0
Revenu élevé et intermédiaire	27	9.9	11.6	11.8	11.5	11.6
Tous les pays	80	8.4	9.4	9.5	9.5	9.9
PEID	17	10.9	11.7	11.8	11.3	11.9

Le service de la dette comprend les paiements du principal et des intérêts de la dette intérieure et extérieure, notamment l'encours de la dette à court terme à la fin de la période.

Source : calculs Eurodad basés sur les rapports pays des services du FMI.

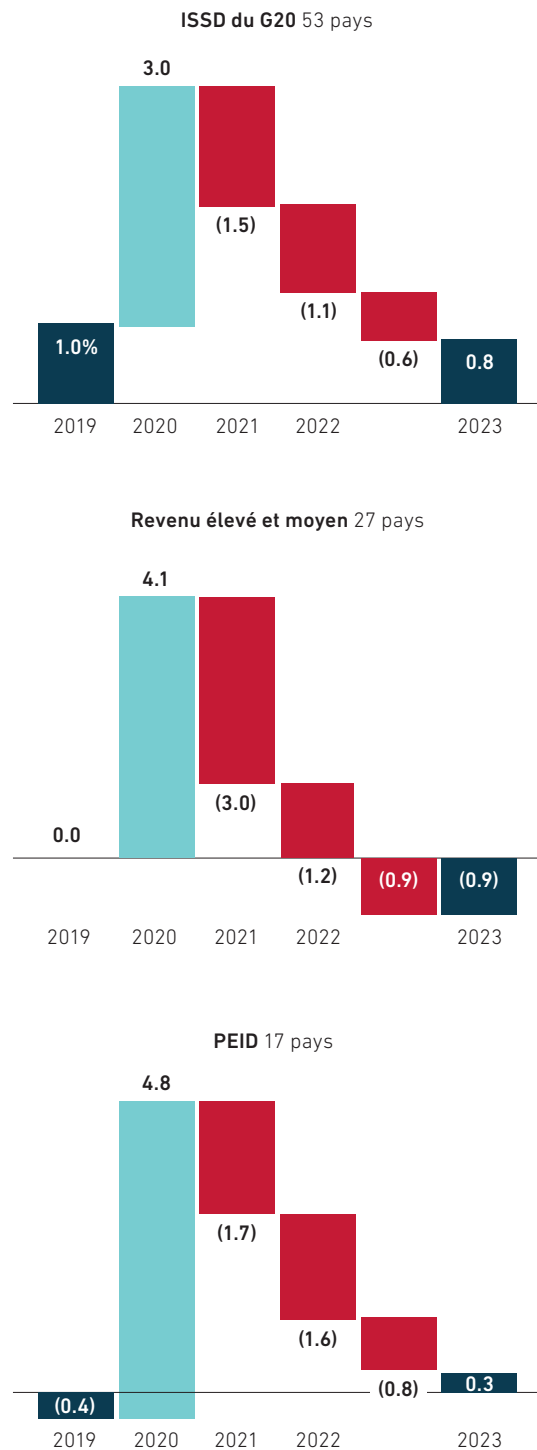
#### 4. Programmes d'aide financière du FMI en réponse au Covid-19 et austérité : plus difficile, plus rapide, plus large

Les pays en développement sont sur le point de se lancer dans un exercice sans précédent et synchronisé d'assainissement budgétaire. 72 pays devraient entamer un processus d'assainissement budgétaire dès 2021, avec des mesures d'austérité à mettre en œuvre dans les 80 pays d'ici 2023. Entre 2021 et 2023, ces pays mettront en œuvre des mesures d'austérité représentant en moyenne 3,8% du PIB. L'ajustement prévoira des paiements concentrés en début de période, ne laissant pas de temps de récupération. Plus de la moitié des mesures projetées, équivalant à 2% du PIB, auront lieu en 2021.

L'ampleur, la rapidité et la portée de l'ajustement prévu soulèvent de sérieuses inquiétudes quant à son impact sur les perspectives de croissance nationale et mondiale. Les recherches des services du FMI montrent que les consolidations budgétaires avec paiements concentrés en début de période, dans des environnements soumis à des contraintes de crédit qui reposent sur la réduction des dépenses, ont un impact négatif sur la croissance<sup>30</sup>. Une analyse par le Bureau indépendant d'évaluation (BIE) du FMI de l'impact des programmes du FMI sur la croissance a révélé que tant les objectifs de croissance que les objectifs budgétaires étaient inférieurs aux résultats escomptés dans les pays au cours de la période 2008-2019<sup>31</sup>. La conception des programmes du FMI au lendemain de la pandémie de Covid-19 ne tient pas compte de ces tendances.

Presque tous les programmes reposent sur des projections de croissance optimistes<sup>32</sup>, des ajustements avec paiements en début de période, et reposent principalement sur des réductions des dépenses (voir ci-dessous). Ainsi, même selon les propres critères du FMI pour la conception de l'ajustement budgétaire, les programmes approuvés ces derniers mois représentent une bourde politique avec des répercussions potentiellement catastrophiques. Une cascade d'effets de rétroaction négatifs entre l'assainissement budgétaire et la croissance ne manquera pas de créer des retombées sur les économies en développement. Cela exercera une pression supplémentaire sur les besoins d'ajustement au niveau des pays pour stabiliser les niveaux d'endettement.

Graphique 5 : Évolution du déficit primaire en % du PIB (2019-2023)



■ Déficit primaire ■ Impact Covid-19 ■ Consolidation budgétaire

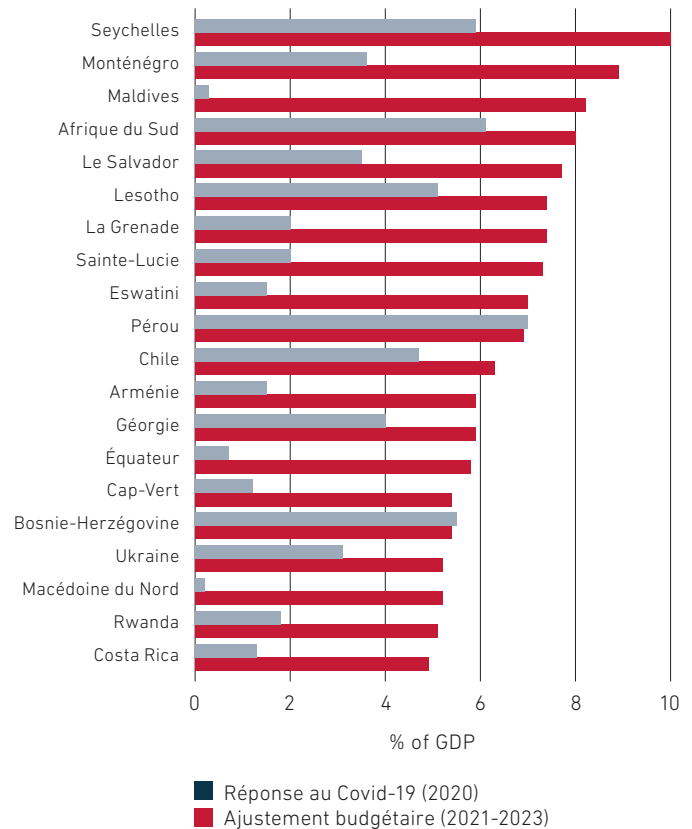
Le déficit primaire est présenté comme un chiffre positif. Les chiffres entre parenthèses indiquent la réduction du déficit / l'excédent primaire.  
Source: calculs Eurodad basés sur les rapports pays des services du FMI.

Il est clair que le FMI n'a pas pris en compte les implications systémiques de ses programmes. Cela peut être démontré par la nature similaire de l'ajustement entre les groupes de pays au cours de la période 2021-2023 (graphique 5). Les pays éligibles à l'ISSD du G20 devraient mettre en œuvre des mesures d'austérité représentant 3,2% du PIB au cours des trois prochaines années. Le gros de l'ajustement, équivalent à 2,6% du PIB, aura lieu en 2021 et 2022. Les pays à revenu élevé et intermédiaire sont confrontés à un défi encore plus grand. Ce groupe devrait mettre en œuvre des mesures d'austérité représentant 5,1 pour cent du PIB. Il est prévu que, rien que sur l'année 2021, ces pays adoptent des mesures équivalentes à 3% du PIB. Les PEID imposeront des mesures représentant au total 4,1 pour cent du PIB, dont 3,3% interviendront en 2021 et 2022.

Le FMI oblige explicitement les pays à transférer le coût de la crise sur les plus vulnérables, en termes de positions budgétaires plus faibles et de dettes plus conséquentes. Ceci est le résultat direct d'une mauvaise réponse multilatérale à la crise, dans la mesure où la plupart des pays ont été livrés à eux-mêmes. 59 pays ont des plans d'assainissement budgétaire pour les trois prochaines années qui sont plus importants que les enveloppes allouées à la réponse au Covid-19, mises en œuvre en 2020. Pour compenser l'impact de la réponse à la pandémie, les plans d'assainissement budgétaire pour les trois prochaines années représentent 4,8 fois le montant des ressources allouées à l'intervention d'urgence. Les consolidations budgétaires spécifiques au pays projetées par les services du FMI sont substantielles (graphique 6).

L'Équateur offre un exemple des implications de cette approche. Le pays a mis en œuvre un ensemble de réponses au Covid-19 d'une valeur de 0,7% du PIB en 2020. Ce chiffre est bien inférieur à la moyenne du groupe des pays à revenu élevé et intermédiaire s'élevant à 2,6% du PIB. La réponse a été financée par des réductions de dépenses compensatoires représentant 0,3 pour cent du PIB. Aux prises avec l'impact économique de la pandémie de Covid-19, les baisses des dépenses et une crise de la dette, le système de santé du pays s'est effondré<sup>33</sup>. Malgré une population de seulement 17 millions d'habitants, le pays a enregistré un total de 11 312 décès dus au Covid-19, plaçant l'Équateur au 16ème rang des pays connaissant le taux de mortalité au Covid-19 le plus élevé<sup>34</sup>.

**Graphique 6 : Les plus grands plans d'assainissement budgétaire et les plans de réponse au Covid-19 en % du PIB (2020)**



Source : calculs Eurodad basés sur les rapports pays des services du FMI.

Alors que les cadavres s'entassaient dans les rues<sup>35</sup>, le pays s'est engagé dans une renégociation de ses dettes auprès de créanciers privés. L'Équateur a achevé le processus le 1er septembre 2020, échangeant des obligations pour une valeur de 17,4 milliards de dollars américains et la participation de 98,5% des détenteurs d'obligations<sup>36</sup>. Le FMI a explicitement appuyé le résultat des négociations avec un accord du personnel qui met à la disposition du pays 6,5 milliards de dollars de financement supplémentaire<sup>37</sup>. Le succès de la restructuration de la dette et du programme du FMI repose sur la capacité du pays à appliquer des mesures d'austérité représentant 5,8% du PIB au cours des trois prochaines années<sup>38</sup>.

Ce chiffre équivaut à huit fois les ressources que le pays a pu mobiliser pour protéger la vie de ses citoyens en 2020. La consolidation budgétaire passe par une combinaison de mesures visant à augmenter les revenus et à réduire les dépenses. Les sous-sections suivantes donnent un aperçu de l'évolution prévue des recettes et des dépenses dans le contexte des programmes du FMI au cours des trois prochaines années.

### **Mobilisation des recettes dans les programmes d'aide financière du FMI en réponse au Covid-19**

Les recettes publiques des pays bénéficiant d'un financement du FMI devraient chuter en moyenne de 1,1% du PIB en 2020. Les recettes devraient retrouver leur niveau d'avant la crise d'ici 2023. Globalement, la mobilisation des recettes devrait représenter un quart de l'ajustement total. Cette tendance est constante dans tous les groupes de pays (tableau 3). Compte tenu du contexte, caractérisé par une baisse des prix des produits de base, une faillite à grande échelle des petites et moyennes entreprises (PME) et des augmentations substantielles du chômage, la reprise prévue des recettes nationales exigera des efforts substantiels de la part des gouvernements.

La crise actuelle offre l'occasion de s'attaquer à un régime fiscal international des sociétés défectueux et dépassé. Cela nécessiterait des mesures pour lutter contre les paradis fiscaux, l'évasion fiscale internationale et d'autres flux financiers illicites<sup>39</sup>. De plus, les gouvernements pourraient être encouragés à adopter un programme fiscal progressif fondé sur l'imposition de la propriété et des revenus du capital. Cependant, une analyse des programmes du FMI indique une stratégie différente. Les programmes d'ajustement visent à augmenter les revenus grâce à une augmentation des impôts indirects, et notamment la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Pour un groupe de 59 pays, pour lesquels des données sont disponibles, 39 devraient augmenter la part des impôts indirects dans le total des recettes publiques<sup>40</sup>. Pour l'ensemble du groupe, les impôts indirects devraient augmenter leur part dans les recettes publiques de 29,2 à 30,8% entre 2019 et 2023. La dynamique des groupes de pays suit cette tendance (tableau 4). L'augmentation la plus notable de la part des impôts indirects dans les recettes publiques a lieu dans les PEID. Le déplacement des charges fiscales vers la consommation locale est lié à l'impact attendu de la crise sur les revenus du tourisme et les matières premières.

Le changement dans la composition des recettes publiques se reflète dans la part de la fiscalité indirecte en pourcentage du PIB. Au total, quarante pays devraient augmenter les impôts indirects en pourcentage du PIB<sup>41</sup>. Pour l'ensemble du groupe, les impôts indirects devraient augmenter pour atteindre 7,4% du PIB d'ici 2023. Cela représente une augmentation de 0,4% du PIB par rapport aux niveaux d'avant la crise. Les différents groupes de pays suivent la tendance agrégée indiquant l'existence d'un schéma systématique (tableau 4).

Cette dynamique est gênante pour au moins deux raisons. Elle confirme le biais contre-productif du FMI en faveur de la fiscalité indirecte. Il a été constaté que les programmes du FMI modifient la structure de la fiscalité vers les impôts indirects sans augmenter les recettes globales<sup>42</sup>. Cela soulève également des questions concernant l'engagement du FMI en faveur d'une reprise juste et équitable. Il a été démontré que les augmentations des taux de TVA ont un impact négatif sur les revenus<sup>43</sup> et sur l'égalité des genres<sup>44</sup>. Plus récemment, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a souligné que l'augmentation des taxes sur la TVA au lendemain de la pandémie de Covid-19 n'était pas souhaitable du point de vue de l'équité<sup>45</sup>.

**Tableau 3 - Évolution des recettes publiques en % du PIB (2019 - 2023)**

Groupe de pays	# de pays	2019	2020	2023	Écart	
					2019-2023	2020-2023
ISSD G20	53	22.0	21.1	22.2	0.2	1.1
Élevé et intermédiaire	27	26.5	25.0	26.5	0.0	1.5
Tous les pays	80	23.5	22.4	23.6	0.1	1.2
PEID	17	26.0	24.7	26.1	0.1	1.4

Source : calculs Eurodad basés sur les rapports des services du FMI.

**Tableau 4 - Évolution des recettes publiques en % du PIB (2019 - 2023)**

Groupe de pays	# de pays	Impôts indirects (TVA) en % des recettes		# de pays avec augmentation	Impôts indirects (TVA) en % du PIB		# de pays avec augmentation
		2019	2023		2019	2023	
ISSD G20	39	29.2	30.7	23	6.8	7.2	27
Élevé et intermédiaire	20	29.3	31.0	16	8.5	8.9	13
Tous les pays	59	28.7	30.3	39	7.3	7.6	40
PEID	13	28.6	30.6	9	7.8	8.2	7

Source : calculs Eurodad basés sur les rapports des services du FMI.

L'augmentation prévue des impôts indirects dans les pays de programme du FMI ne permet pas de résoudre les problèmes structurels dont on sait qu'ils entravent la mobilisation des recettes intérieures dans les pays en développement. Pire encore, l'augmentation des impôts indirects fait monter les prix des biens et des services de base en temps de crise. Cela a toutes les chances de porter préjudice aux populations les plus vulnérables, sans que cela soit nécessaire.

### Dépenses dans les programmes d'aide financière Covid-19 du FMI

Les dépenses publiques devraient augmenter de 2,3% du PIB en 2020. Comme indiqué dans la section précédente, les enveloppes allouées aux réponses au Covid-19, représentent la majeure partie de l'écart. Au cours des trois années suivantes, les pays ayant reçu une aide financière du FMI devraient réduire leurs dépenses de 2,6% de leur PIB. La réduction des dépenses au lendemain de la pandémie devrait avoir lieu dans 71 pays. Cette baisse portera les dépenses publiques en deçà des niveaux d'avant la crise dans 41 pays<sup>46</sup>.

Les groupes de pays inclus dans l'analyse suivent des schémas différents (tableau 5). Les pays éligibles à l'ISSD du G20 devraient réduire leurs dépenses de 2,1% du PIB au cours des prochaines années. Les niveaux de dépenses devraient revenir à leurs niveaux d'avant la crise d'ici 2023. Les prévisions pour les pays à revenu élevé et intermédiaire indiquent la plus forte réduction des dépenses parmi les trois groupes. Les dépenses devraient baisser de 3,5% du PIB, ramenant les dépenses sous les niveaux de 2019. Enfin, dans le cas des PEID, les réductions de dépenses atteindront 2,8 pour cent du PIB. Les dépenses totales pour les PEID resteront au-dessus des niveaux de 2019.

Un autre élément d'analyse fourni dans les rapports des services du FMI concerne les salaires de la fonction publique dans les dépenses publiques. Pour un groupe de 72 pays pour lesquels des données sont disponibles, les salaires de la fonction publique devraient conserver une part constante des dépenses publiques, équivalant à 29 pour cent du total. Du fait de la réduction globale des dépenses, les salaires publics devraient baisser de 0,2 pour cent du PIB par rapport aux niveaux d'avant la crise.

**Tableau 5 – Évolution des dépenses primaires publiques en % du PIB (2019 - 2023)**

Groupe de pays	# de pays	2019	2020	2023	Écart	
					2019-2023	2020-2023
ISSD G20	53	23.0	25.1	23.0	0.0	-2.1
Élevé et intermédiaire	27	26.6	29.1	25.6	-0.9	-3.5
Tous les pays	80	24.2	26.5	23.9	-0.3	-2.6
PEID	17	25.6	29.1	26.3	0.7	-2.8

Source : calculs Eurodad basé sur les rapports des services du FMI.

**Tableau 6 – Salaires de la fonction publique en pourcentage des dépenses publiques et % du PIB (2019-2023)**

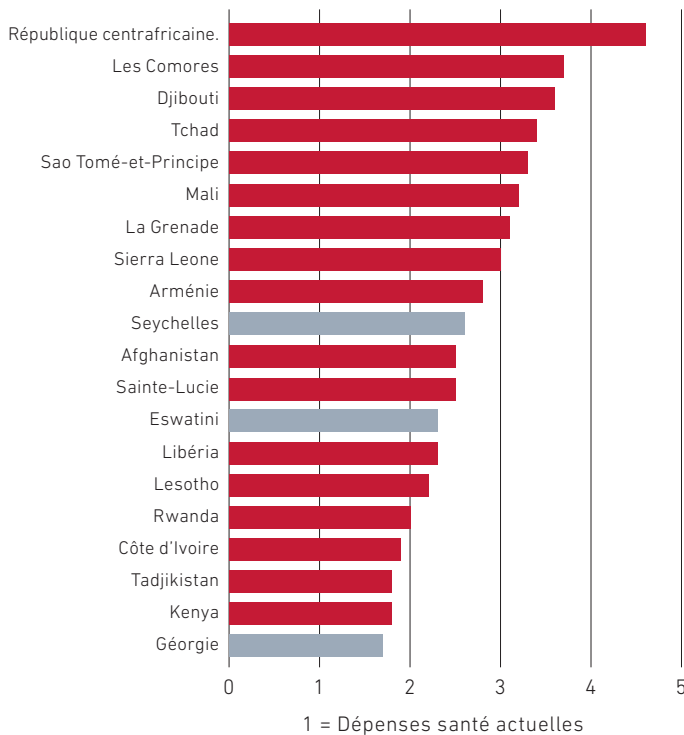
Groupe de pays	# de pays	Salaire fonction publique en % des dépenses		# de pays avec baisse	Salaires fonction publique en % du PIB		# de pays avec baisse
		2019	2023		2019	2023	
ISSD G20	45	29.0	28.9	22	7.0	7.0	20
Élevé & Intermédiaire	27	28.8	28.9	12	7.5	7.1	16
Tous les pays	72	28.9	28.9	34	7.2	7.0	36
PEID	16	32.1	31.7	10	8.4	8.4	7

Source : calculs Eurodad basés sur les rapports-pays des services du FMI.

Le modèle d'évolution des salaires publics varie selon les groupes de pays. Pour les pays éligibles à l'ISSD du G20 et aux PEID, les salaires publics devraient rester stables, à la fois en pourcentage des dépenses et en pourcentage du PIB. Dans le cas des pays à revenu élevé et intermédiaire, les salaires publics devraient baisser de 0,4% du PIB entre 2019 et 2023. La baisse devrait intervenir dans 16 pays. Dans le cadre du financement du FMI, les agents du service public de pays comme le Costa Rica, l'Afrique du Sud et la Tunisie, peuvent s'attendre à des licenciements importants et à des réductions de salaires au cours des prochaines années. Des réductions importantes de la main-d'œuvre du secteur public éroderont davantage la couverture et la qualité des services publics. Étant donné que les services publics jouent un rôle essentiel dans la promotion des droits humains et la réduction des inégalités de revenu et de genre, cela portera préjudice aux populations locales sur le long terme<sup>47</sup>.

L'impact de l'austérité sur la fourniture des services publics sera considérable. L'ampleur des réductions de dépenses prévues est préoccupante par rapport aux ressources allouées aux services publics de base tels que les soins de santé (graphique 7). Au moins quarante pays devraient mettre en œuvre des réductions de dépenses équivalentes à leur budget actuel de la santé<sup>48</sup>. La plupart des pays ayant les plus fortes réductions de dépenses sont des pays éligibles à l'ISSD du G20, comme le Tchad, le Mali et le Kenya. L'austérité sera mise en œuvre au moment même où ces pays doivent reprendre et rembourser les créanciers officiels des paiements suspendus du service de la dette. Cela révèle les coûts à long terme de l'ISSD, notamment lorsque les pays passent du financement d'urgence du FMI à des programmes à part entière. Sans mesures pour faire face aux besoins de financement et au fardeau de la dette des pays participants, le FMI oblige les pays à choisir parmi les services publics à fournir et le moment opportun de mise en œuvre. Le fait que cela se produise alors que le monde est confronté à une pandémie et à la pire crise économique depuis plus d'un siècle, représente, au minimum, un manquement au devoir de la communauté internationale.

**Graphique 7 : Les plus fortes réductions de dépenses par rapport aux dépenses publiques santé actuelles (2020-2023)**



Les pays en rouge sont éligibles à l'ISSD du G20.

Source : calculs Eurodad basés sur les rapports pays des services du FMI.

## 5. Développement à l'arrêt : l'austérité du FMI et les ODD dans les années 2020

L'année 2030 marque le point final du Programme de développement durable des Nations Unies (ONU)<sup>49</sup>. L'Agenda est composé d'un ensemble de 17 objectifs et 169 cibles. Celles-ci sont communément appelées les ODD. Les ODD comprennent, entre autres, l'éradication de la pauvreté et de la faim ainsi que la fourniture universelle de soins de santé, d'éducation et de protection sociale de qualité. L'ONU estime que, pour atteindre les ODD, les pays en développement sont confrontés à un déficit de financement de 2,5 billions de dollars américains par an<sup>50</sup>.

Dans ce contexte, le cadre de viabilité de la dette des pays à faible revenu du FMI (CVD pour les PFR) représente un outil pertinent pour évaluer l'impact de la crise de Covid-19 sur les progrès réalisés en faveur des ODD. Le CVD des PFR analyse l'évolution de la dynamique de la dette dans les pays à faible revenu sur les vingt prochaines années. Ce cadre est utilisé dans 46 rapports des services du FMI couverts par l'examen. Une analyse de ce sous-ensemble de programmes dresse un tableau noir à la fin de la décennie. Le scénario de base suppose une forte reprise économique et la réalisation des objectifs budgétaires. Ces projections illustrent un futur caractérisé par un lourd fardeau de la dette, des secteurs publics sous-financés et un échec mondial à atteindre les objectifs de l'Agenda 2030 et de l'Accord de Paris sur le changement climatique.

Pour 46 pays éligibles à l'ISSD du G20, les niveaux de dette publique devraient se stabiliser au-dessus des niveaux d'avant la crise d'ici 2030 (tableau 7). La dette publique devrait passer de 52,8 à 55,9% du PIB entre 2019 et 2030. L'augmentation est plus notable pour les PEID inclus dans ce groupe. Le niveau de la dette publique passera de 60,7 à 67% au cours de la même période, et cette augmentation sera généralisée au sein du groupe. Trente pays auront des niveaux d'endettement plus élevés d'ici la fin de la décennie, avec des cas notables comme le Ghana (69,6% du PIB), le Kenya (69,8% du PIB) et Saint-Vincent-et-les Grenadines (84,8% du PIB).

**Tableau 7 - Dette publique, service de la dette et dépenses primaires en % du PIB (2019-2030)**

Groupe de pays	Dette publique			Service de la dette			Dépense primaire		
	2019	2020	2030	2019	2020	2030	2019	2020	2030
ISSD G20	52.8	58.5	55.9	6.5	7.8	8.4	23.6	25.7	23.0
PEID	60.7	69.1	67.0	6.2	8.9	8.5	27.4	30.5	28.2

Source : calculs Eurodad basés sur les rapports-pays des services du FMI.



Des niveaux d'endettement plus élevés se traduisent par un fardeau de la dette plus lourd. Les pays éligibles à l'ISSD du G20 devraient augmenter les paiements du service de la dette de 6,5% à 8,4% du PIB entre 2019 et 2030. Les PEID suivent un schéma similaire, avec une augmentation du service de la dette de 6,2 à 8,5% du PIB. La conséquence directe de la crise à long terme, sera un transfert de ressources encore plus important des secteurs publics vers leurs créanciers, par rapport à celui observé avant la crise. Le transfert prévu est à grande échelle. 33 pays devraient terminer la décennie avec des paiements plus élevés au titre du service de la dette. 21 pays paieront à leurs créanciers des montants supplémentaires équivalents à l'enveloppe moyenne allouée aux réponses au Covid-19, et ce, chaque année de cette décennie, entre 2023 et 2030. Ce groupe inclut des pays comme le Bangladesh, le Kenya et Myanmar<sup>51</sup>.

La stabilisation des niveaux d'endettement et le respect des exigences accrues du service de la dette, obligeront les pays à abandonner la poursuite active de l'Agenda 2030 et des engagements de l'Accord de Paris sur le changement climatique. Les recherches du FMI sur un sous-ensemble des ODD estiment que les pays à faible revenu auront besoin de dépenses supplémentaires, équivalant à 15% du PIB<sup>52</sup>. Les recherches de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) ont trouvé des résultats similaires et ont mis en évidence la nécessité d'un programme d'allègement de la dette pour les ODD, en vue d'atténuer les pressions financières<sup>53</sup>. Cependant, l'évolution prévue des dépenses ne laissera aucun espace budgétaire pour financer les investissements requis pour les ODD et les accords de Paris sur le climat. Pour les pays éligibles à l'ISSD du G20, les dépenses publiques passeront de 23,6 à 23% du PIB entre 2019 et 2023. Les niveaux de dépenses des PEID suivront une trajectoire différente. Les dépenses dans ces pays passeront de 27,4 à 28,2% du PIB au cours de cette période. Dans le cas des PEID, l'augmentation est trop faible pour tenir compte des besoins d'investissement minimum dans le changement climatique<sup>54</sup>. 28 pays devraient avoir des dépenses inférieures aux niveaux d'avant la crise d'ici 2030. Ce groupe comprend de grands pays comme le Bangladesh, l'Éthiopie et la République démocratique du Congo, et des PEID tels que le Cap-Vert et la Papouasie-Nouvelle-Guinée<sup>55</sup>.

La non-prise en compte des besoins de financement du développement n'est pas une erreur, mais bien une caractéristique de l'AVD du FMI. Depuis sa création dans les années 1950, le cadre de soutenabilité de la dette utilisé par le FMI et la Banque mondiale a été fondé sur l'évaluation de l'engagement des gouvernements à ajuster l'utilisation des ressources nationales à des niveaux compatibles avec la satisfaction des paiements aux créanciers<sup>56</sup>. Cette caractéristique explique pourquoi les niveaux d'endettement élevés observés dans de nombreux pays sont considérés comme soutenables par le FMI. La dette est soutenable tant que le pays est en mesure de faire face aux paiements vis-à-vis de ses créanciers sans subir un ajustement politique important, même au détriment de la mobilisation des ressources vers les ODD<sup>57</sup>.

La méthodologie de l'AVD du FMI a des implications directes sur la conception des programmes. Le FMI accorde peu ou pas d'attention aux implications budgétaires de ses programmes sur l'Agenda 2030 et sur les engagements climatiques. Ceci en dépit du fait concomitant que les deux sujets sont largement mis en avant dans les interventions publiques des responsables du FMI. L'examen de 80 rapports des services du FMI, comprenant plus de 4 000 pages de documentation, montre que les ODD sont mentionnés dix fois au total dans sept rapports nationaux<sup>58</sup>. Les ODD ne sont pas mentionnés une seule fois dans le cadre des AVD. La question du changement climatique reçoit un peu plus d'attention<sup>59</sup>. Le FMI se concentre sur deux types de climat. Le climat des affaires et celui des investissements sont mentionnés 45 fois dans 17 rapports. Le changement et les événements climatiques sont mentionnés au total 87 fois dans vingt rapports nationaux<sup>60</sup>. Le changement climatique est cité comme un facteur à l'étude dans une AVD d'un seul rapport national, celui de Samoa.

Dans cet esprit, il est clair que l'échec de la réalisation des ODD à la suite du Covid-19 ne sera pas le résultat de la pandémie. Il résultera plutôt du choix délibéré de privilégier les paiements aux créanciers plutôt que l'avenir de centaines de millions de personnes.

## 6. Conclusion

Ce rapport illustre l'échec dramatique du FMI et de la communauté internationale à répondre à la pandémie de Covid-19. Les mesures adoptées pour faire face à la récession économique actuelle sont bien en deçà des efforts nécessaires pour répondre à l'ampleur actuelle des besoins dans les pays du Sud<sup>61</sup>. Les projections et les recommandations du FMI pour l'assainissement budgétaire ont donné le ton à une autre « décennie perdue » pour le développement. La situation à laquelle nous sommes confrontés à la suite de la pandémie signifie un besoin encore plus grand d'une action mondiale concertée qui place les droits humains, le développement durable, l'égalité des genres et la justice climatique au cœur de l'action. Des actions concrètes sont nécessaires pour éviter les tristes perspectives décrites dans les rapports des services du FMI :

- **Mettre fin à l'austérité et donner la priorité aux efforts de réponse au Covid-19 et de reprise :**

les mesures d'austérité demandées par le FMI sont incompatibles avec une réponse efficace et un effort de reprise au lendemain du Covid-19.

La réalisation des objectifs du programme du FMI compromet la fourniture de services publics de base, augmente les inégalités de revenus et entre les sexes, et freine les perspectives de croissance. Des mesures supplémentaires sont nécessaires pour éviter un processus néfaste d'assainissement budgétaire. Celles-ci comprennent, entre autres, une nouvelle allocation des droits de tirage spéciaux (DTS)<sup>62</sup>, des augmentations de l'aide publique au développement (APD)<sup>63</sup>, et la mise en place d'une gouvernance mondiale efficace<sup>64</sup> pour lutter contre l'évasion fiscale, la fraude, les flux financiers illicites et le règlement de la dette souveraine.

- **Évaluation systémique de l'aide financière du FMI :**

Même selon les propres critères du FMI pour la conception de l'ajustement budgétaire, les programmes approuvés ces derniers mois représentent une bourde politique aux proportions historiques. Une cascade d'effets de rétroaction négatifs entre l'assainissement budgétaire et la croissance ne manquera pas de créer des retombées sur les économies en développement. Cela exercera une pression supplémentaire sur les objectifs budgétaires et les exigences d'ajustement au niveau des pays, pour stabiliser les niveaux d'endettement. Le FMI doit développer une évaluation systémique des implications de ses programmes et procéder à un examen approfondi de l'aide financière récemment approuvée.

- **Refonte complète des AVD :** la méthodologie de l'AVD du FMI oblige les pays à abandonner la poursuite active de l'Agenda 2030 et des engagements de l'Accord de Paris sur le changement climatique, afin de répondre aux demandes des créanciers. Les besoins d'allègement de la dette post Covid-19 ne peuvent pas être évalués sur la base de cette hypothèse. Un examen de la méthodologie est nécessaire. Les AVD doivent explicitement intégrer les besoins de financement à long terme des pays pour leur permettre de poursuivre les ODD, les objectifs climatiques, les droits humains et les engagements en matière d'égalité des genres<sup>65</sup>.
- **Élaborer une initiative d'allègement de la dette et de viabilité post-Covid-19 :** les prêts du FMI associés à l'ISSD du G20 remettent simplement à plus tard la reconnaissance inévitable du caractère insoutenable des dettes dans de nombreux pays du monde. Une viabilité de la dette conforme aux ODD et aux droits humains, peut être obtenue grâce à un processus ambitieux d'allègement de la dette, notamment une annulation massive de la dette. Les secours doivent être accordés à tous les pays qui en ont besoin et évalués en fonction de leurs nécessités de financement du développement.
- **Une réforme systémique pour faire face à la crise :** les discussions multilatérales doivent tendre vers l'établissement d'un cadre multilatéral permanent œuvrant sous les auspices de l'ONU, pour soutenir une restructuration systématique, en temps voulu et juste de la dette souveraine, dans un processus réunissant tous les créanciers<sup>66</sup>.

## Annexe – Liste des pays &amp; rapports des services du FMI

Pays	Niveau de revenu	Région	ISSD G20	PEID	Risque d'endettement	Rapport FMI
Bangladesh	Faible	Asie et Pacifique	Oui	-	Faible	<a href="https://bit.ly/33ve9NF">https://bit.ly/33ve9NF</a>
Maldives	Moyen supérieur	Asie et Pacifique	Oui	Oui	Élevé	<a href="https://bit.ly/3ixdGi4">https://bit.ly/3ixdGi4</a>
Mongolie	Moyen inférieur	Asie et Pacifique	Oui	-	Viable	<a href="https://bit.ly/33rXSsS">https://bit.ly/33rXSsS</a>
Myanmar	Moyen inférieur	Asie et Pacifique	Oui	-	Faible	<a href="https://bit.ly/2Sowdmp">https://bit.ly/2Sowdmp</a>
Népal	Faible	Asie et Pacifique	Oui	-	Faible	<a href="https://bit.ly/33ulxHQ">https://bit.ly/33ulxHQ</a>
Papouasie-Nouvelle-Guinée	Moyen inférieur	Asie et Pacifique	Oui	Oui	Élevé	<a href="https://bit.ly/3leQiaW">https://bit.ly/3leQiaW</a>
Samoa	Moyen supérieur	Asie et Pacifique	Oui	Oui	Élevé	<a href="https://bit.ly/30BD7Jw">https://bit.ly/30BD7Jw</a>
Îles Salomon	Moyen inférieur	Asie et Pacifique	Oui	Oui	Modéré	<a href="https://bit.ly/3jxjKsq">https://bit.ly/3jxjKsq</a>
Afghanistan	Faible	Moyen-Orient et Asie centrale	Oui	-	Élevé	<a href="https://bit.ly/2EZVH6j">https://bit.ly/2EZVH6j</a>
Arménie	Moyen supérieur	Moyen-Orient et Asie centrale	Oui	-	Viable	<a href="https://bit.ly/30y8TH3">https://bit.ly/30y8TH3</a>
Djibouti	Moyen inférieur	Moyen-Orient et Asie centrale	Oui	-	Élevé	<a href="https://bit.ly/3leXjc4">https://bit.ly/3leXjc4</a>
Égypte	Moyen inférieur	Moyen-Orient et Asie centrale	-	-	Viable sans probabilité élevée	<a href="https://bit.ly/2Soiax8">https://bit.ly/2Soiax8</a>
Géorgie	Moyen supérieur	Moyen-Orient et Asie centrale	-	-	Viable	<a href="https://bit.ly/36zb0hB">https://bit.ly/36zb0hB</a>
Jordanie	Moyen supérieur	Moyen-Orient et Asie centrale	-	-	Viable	<a href="https://bit.ly/3l8K4JC">https://bit.ly/3l8K4JC</a>
République du Kirghizstan	Moyen inférieur	Moyen-Orient et Asie centrale	Oui	-	Modéré	<a href="https://bit.ly/2HYBcYX">https://bit.ly/2HYBcYX</a>
Mauritanie	Moyen inférieur	Moyen-Orient et Asie centrale	Oui	-	Élevé	<a href="https://bit.ly/3cXmLj6">https://bit.ly/3cXmLj6</a>
Pakistan	Moyen inférieur	Moyen-Orient et Asie centrale	Oui	-	Viable	<a href="https://bit.ly/2HNiPpF">https://bit.ly/2HNiPpF</a>
Somalie	Faible	Moyen-Orient et Asie centrale	Oui	-	Élevé	<a href="https://bit.ly/3iunXM7">https://bit.ly/3iunXM7</a>
Tadjikistan	Faible	Moyen-Orient et Asie centrale	Oui	-	Élevé	<a href="https://bit.ly/2So0lwk">https://bit.ly/2So0lwk</a>
Tunisie	Moyen inférieur	Moyen-Orient et Asie centrale	-	-	Viable	<a href="https://bit.ly/2Sph18z">https://bit.ly/2Sph18z</a>
Ouzbékistan	Moyen inférieur	Moyen-Orient et Asie centrale	Oui	-	Faible	<a href="https://bit.ly/3jyF3cX">https://bit.ly/3jyF3cX</a>
Angola	Moyen inférieur	Afrique subsaharienne	Oui	-	Viable	<a href="https://bit.ly/3nhk00l">https://bit.ly/3nhk00l</a>
Bénin	Faible	Afrique subsaharienne	Oui	-	Modéré	<a href="https://bit.ly/3iwT3mf">https://bit.ly/3iwT3mf</a>
Burkina Faso	Faible	Afrique subsaharienne	Oui	-	Modéré	<a href="https://bit.ly/3jxYJh8">https://bit.ly/3jxYJh8</a>
Cap-Vert	Moyen inférieur	Afrique subsaharienne	Oui	Oui	Élevé	<a href="https://bit.ly/30z7K20">https://bit.ly/30z7K20</a>
Cameroun	Moyen inférieur	Afrique subsaharienne	Oui	-	Élevé	<a href="https://bit.ly/3cXnj8E">https://bit.ly/3cXnj8E</a>
République centrafricaine	Faible	Afrique subsaharienne	Oui	-	Élevé	<a href="https://bit.ly/36sK1o6">https://bit.ly/36sK1o6</a>
Tchad	Faible	Afrique subsaharienne	Oui	-	Élevé	<a href="https://bit.ly/3jxJEfJ">https://bit.ly/3jxJEfJ</a>

Pays	Niveau de revenu	Région	ISSD G20	PEID	Risque d'endettement	Rapport FMI
Les Comores	Faible	Afrique subsaharienne	Oui	Oui	Modéré	<a href="https://bit.ly/33wVPUm">https://bit.ly/33wVPUm</a>
Congo RDC	Faible	Afrique subsaharienne	Oui	-	Modéré	<a href="https://bit.ly/2GtSnA">https://bit.ly/2GtSnA</a>
Côte d'Ivoire	Moyen inférieur	Afrique subsaharienne	Oui	-	Modéré	<a href="https://bit.ly/3jrJLt7">https://bit.ly/3jrJLt7</a>
Eswatini	Moyen inférieur	Afrique subsaharienne	-	-	Viable	<a href="https://bit.ly/3cXoll2">https://bit.ly/3cXoll2</a>
Éthiopie	Faible	Afrique subsaharienne	Oui	-	Élevé	<a href="https://bit.ly/30yUFGe">https://bit.ly/30yUFGe</a>
Gabon	Moyen supérieur	Afrique subsaharienne	-	-	Modéré	<a href="https://bit.ly/33tjgcC">https://bit.ly/33tjgcC</a>
La Gambie	Faible	Afrique subsaharienne	Oui	-	Élevé	<a href="https://bit.ly/3d0L2F8">https://bit.ly/3d0L2F8</a>
Ghana	Moyen inférieur	Afrique subsaharienne	Oui	-	Élevé	<a href="https://bit.ly/3l8MkAA">https://bit.ly/3l8MkAA</a>
Guinée	Faible	Afrique subsaharienne	Oui	-	Modéré	<a href="https://bit.ly/2Suocwd">https://bit.ly/2Suocwd</a>
Kenya	Moyen inférieur	Afrique subsaharienne	Oui	-	Élevé	<a href="https://bit.ly/3ivXA8K">https://bit.ly/3ivXA8K</a>
Libéria	Faible	Afrique subsaharienne	Oui	-	Élevé	<a href="https://bit.ly/33vSa9t">https://bit.ly/33vSa9t</a>
Lesotho	Moyen inférieur	Afrique subsaharienne	Oui	-	Modéré	<a href="https://bit.ly/30wNj5Q">https://bit.ly/30wNj5Q</a>
Madagascar	Faible	Afrique subsaharienne	Oui	-	Modéré	<a href="https://bit.ly/3d1HWk0">https://bit.ly/3d1HWk0</a>
Mali	Faible	Afrique subsaharienne	Oui	-	Modéré	<a href="https://bit.ly/36w92yy">https://bit.ly/36w92yy</a>
Malawi	Faible	Afrique subsaharienne	Oui	-	Élevé	<a href="https://bit.ly/2F6WyCs">https://bit.ly/2F6WyCs</a>
Mozambique	Faible	Afrique subsaharienne	Oui	-	Surendettement	<a href="https://bit.ly/3li5qVh">https://bit.ly/3li5qVh</a>
Niger	Faible	Afrique subsaharienne	Oui	-	Modéré	<a href="https://bit.ly/33t38MW">https://bit.ly/33t38MW</a>
Nigéria	Moyen inférieur	Afrique subsaharienne	Oui	-	Viable	<a href="https://bit.ly/36KVcsz">https://bit.ly/36KVcsz</a>
Rwanda	Faible	Afrique subsaharienne	Oui	-	Modéré	<a href="https://bit.ly/2HY1cDO">https://bit.ly/2HY1cDO</a>
Sao Tomé-et-Principe	Moyen inférieur	Afrique subsaharienne	Oui	Oui	Surendettement	<a href="https://bit.ly/33x59HT">https://bit.ly/33x59HT</a>
Sénégal	Moyen inférieur	Afrique subsaharienne	Oui	-	Modéré	<a href="https://bit.ly/3nfY3zj">https://bit.ly/3nfY3zj</a>
Seychelles	Élevé	Afrique subsaharienne	-	Oui	Viable	<a href="https://bit.ly/30yWAdK">https://bit.ly/30yWAdK</a>
Sierra Leone	Faible	Afrique subsaharienne	Oui	-	Élevé	<a href="https://bit.ly/3lbaelW">https://bit.ly/3lbaelW</a>
Afrique du Sud	Moyen supérieur	Afrique subsaharienne	-	-	Viable	<a href="https://bit.ly/3iwD8V9">https://bit.ly/3iwD8V9</a>
Togo	Faible	Afrique subsaharienne	Oui	-	Élevé	<a href="https://bit.ly/3lbQMMyG">https://bit.ly/3lbQMMyG</a>
Ouganda	Faible	Afrique subsaharienne	Oui	-	Faible	<a href="https://bit.ly/3d0alHx">https://bit.ly/3d0alHx</a>

Pays	Niveau de revenu	Région	ISSD G20	PEID	Risque d'endettement	Rapport FMI
Bolivie	Moyen inférieur	Amérique latine et Caraïbes	-	-	Viable	<a href="https://bit.ly/34iEBsU">https://bit.ly/34iEBsU</a>
Chili	Élevé	Amérique latine et Caraïbes	-	-	Viable	<a href="https://bit.ly/34tuLJj">https://bit.ly/34tuLJj</a>
Colombie	Moyen supérieur	Amérique latine et Caraïbes	-	-	Viable	<a href="https://bit.ly/30yX182">https://bit.ly/30yX182</a>
Costa Rica	Moyen supérieur	Amérique latine et Caraïbes	-	-	Viable	<a href="https://bit.ly/3d0bDIR">https://bit.ly/3d0bDIR</a>
La Dominique	Moyen supérieur	Amérique latine et Caraïbes	Oui	Oui	Pas de rapport des services	
République dominicaine	Moyen supérieur	Amérique latine et Caraïbes	-	Oui	Viable	<a href="https://bit.ly/3iqe6He">https://bit.ly/3iqe6He</a>
Équateur	Moyen supérieur	Amérique latine et Caraïbes	-	-	Viable	<a href="https://bit.ly/3izZoNM">https://bit.ly/3izZoNM</a>
Le Salvador	Moyen inférieur	Amérique latine et Caraïbes	-	-	Viable	<a href="https://bit.ly/36x6Qa9">https://bit.ly/36x6Qa9</a>
La Grenade	Moyen supérieur	Amérique latine et Caraïbes	Oui	Oui	Surendettement	<a href="https://bit.ly/30u8Jkb">https://bit.ly/30u8Jkb</a>
Guatemala	Moyen supérieur	Amérique latine et Caraïbes	-	-	Viable	<a href="https://bit.ly/33vtLRh">https://bit.ly/33vtLRh</a>
Haiti	Faible	Amérique latine et Caraïbes	Oui	Oui	Élevé	<a href="https://bit.ly/2Ss7oG6">https://bit.ly/2Ss7oG6</a>
Honduras	Moyen inférieur	Amérique latine et Caraïbes	Oui	-	Faible	<a href="https://bit.ly/2F5j7r8">https://bit.ly/2F5j7r8</a>
La Jamaïque	Moyen supérieur	Amérique latine et Caraïbes	-	Oui	Viable	<a href="https://bit.ly/36u6r8t">https://bit.ly/36u6r8t</a>
Panama	Élevé	Amérique latine et Caraïbes	-	-	Viable	<a href="https://bit.ly/33vFPSL">https://bit.ly/33vFPSL</a>
Paraguay	Moyen supérieur	Amérique latine et Caraïbes	-	-	Viable	<a href="https://bit.ly/30xKmlD">https://bit.ly/30xKmlD</a>
Pérou	Moyen supérieur	Amérique latine et Caraïbes	-	-	Viable	<a href="https://bit.ly/3itwIGd">https://bit.ly/3itwIGd</a>
Sainte-Lucie	Moyen supérieur	Amérique latine et Caraïbes	Oui	Oui	Viable	<a href="https://bit.ly/36u7u8t">https://bit.ly/36u7u8t</a>
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	Moyen supérieur	Amérique latine et Caraïbes	Oui	Oui	Élevé	<a href="https://bit.ly/36xwBan">https://bit.ly/36xwBan</a>
Albanie	Moyen supérieur	Europe	-	-	Viable	<a href="https://bit.ly/3lfcq5i">https://bit.ly/3lfcq5i</a>
Bosnie-Herzégovine	Moyen supérieur	Europe	-	-	Viable	<a href="https://bit.ly/2S0THYq">https://bit.ly/2S0THYq</a>
Kosovo	Moyen supérieur	Europe	Oui	-	Viable	<a href="https://bit.ly/34n4JD6">https://bit.ly/34n4JD6</a>
Moldavie	Moyen inférieur	Europe	Oui	-	Faible	<a href="https://bit.ly/2Su2Mzo">https://bit.ly/2Su2Mzo</a>
Monténégro	Moyen supérieur	Europe	-	-	Viable	<a href="https://bit.ly/3iyzvhr">https://bit.ly/3iyzvhr</a>
Macédoine du Nord	Moyen supérieur	Europe	-	-	Viable	<a href="https://bit.ly/2HWSJAO">https://bit.ly/2HWSJAO</a>
Ukraine	Moyen inférieur	Europe	-	-	Viable	<a href="https://bit.ly/2GEaDHG">https://bit.ly/2GEaDHG</a>

## Bibliographie

- 1 Pour une liste à jour des pays qui ont reçu une aide financière du FMI et des liens vers les rapports nationaux des services du FMI, voir FMI. (2020). COVID-19 Aide financière COVID-19 et allègement du service de la dette. <https://bit.ly/3jwppin>.
- 2 Le Conseil d'administration du FMI a approuvé une aide financière à La Dominique le 28 avril 2020. Cependant, en octobre 2020, le FMI n'avait pas publié de rapport de ses services sur ce programme.
- 3 Pour un aperçu de l'ISSD du G20, voir : Eurodad. (2020). L'initiative de suspension du service de la dette du G20 : vider le Titanic avec un seau ? <https://bit.ly/34d08U3>.
- 4 Cinq économies à revenu élevé ont reçu une aide financière du FMI. Ce groupe comprend le Chili, le Panama, les Seychelles, les Bahamas et la Barbade. Les trois derniers pays entrent également dans la catégorie des PEID.
- 5 Pour un aperçu des caractéristiques des différentes facilités de prêt du FMI, voir FMI. (2020). Prêts du FMI. <https://bit.ly/25kStxs>.
- 6 La Colombie serait en pourparlers avec le FMI pour accéder à 5 milliards de dollars américains. Voir, Bloomberg. (2020). Les obligations colombiennes se portent mieux alors que la nation pèse 5 milliards de dollars de prêt du FMI. <https://bloom.bg/30hluNL>.
- 7 Stubbs, T., Kring, W., Laskaridis, C., Kentikelenis, A., & Gallagher, K. (2020). Prêts à tout ? Le filet de sécurité financière mondial, Covid-19, et les pays en développement. Développement mondial. <https://bit.ly/2S7suth>.
- 8 Kentikelenis, A. E., Stubbs, T. H., & King, L. P. (2016). Conditionnalité du FMI et espace politique du développement, 1985-2014. *Revue de l'économie politique internationale*, 23(4), 543-582.
- 9 Eurodad. (2018). Conditions insalubres : la conditionnalité des prêts du FMI et son impact sur le financement de la santé <https://bit.ly/2vHydK>.
- 10 IMF. (2016). Conditionnalité du FMI <https://bit.ly/2GeyJt1>.
- 11 Le Bureau indépendant d'évaluation (BIE) du FMI avait recommandé de ne plus utiliser les repères structurels car ils discréditent l'appropriation par les pays. Voir, BIE du FMI. (2018). Conditionnalité structurelle dans les programmes appuyés par le FMI - Mise à jour de l'évaluation. <https://bit.ly/2HKRV1F>.
- 12 L'Ukraine a contracté un Accord de confirmation le 9 juin 2020.
- 13 Le CVD des PFR et l'AVD PAM fournissent une évaluation du risque de surendettement à l'aide de deux ensembles de catégories. Les catégories de risque du CVD des PFR sont les suivantes : faible, modéré, élevé et surendettement. Le CVD des PFR est utilisé dans 46 rapports des services du FMI couverts dans cette revue. Les autres pays sont couverts par l'AVD PAM du FMI. Cette dernière utilise un ensemble différent de catégories. Ceux-ci incluent viable, viable sans probabilité élevée et insoutenable.
- 14 Il s'agit du Cameroun, de la République centrafricaine, de l'Égypte, de l'Éthiopie, de la Gambie, du Libéria, du Malawi, de la Mauritanie, de Sao Tomé-et-Principe, de la Sierra Leone, de la Somalie et du Togo.
- 15 Le groupe comprend l'Afghanistan, le Cap-Vert, le Tchad, Djibouti, le Ghana, la Grenade, Haïti, le Kenya, les Maldives, le Mozambique, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Samoa, Saint-Vincent-et-les Grenadines, le Tadjikistan.
- 16 La dette publique brute est définie comme les engagements intérieurs et extérieurs du secteur public.
- 17 FMI. (2020). Mise à jour des Perspectives de l'économie mondiale, juin 2020. <https://bit.ly/3jelsgV>.
- 18 Sandefur, J., & Subramanian, A. (2020). Les prévisions de croissance du FMI pour les pays pauvres ne correspondent pas à son récit COVID. CGDEV <https://bit.ly/2EKsYm3>.
- 19 Pour une description et une analyse du FSFM, voir : Mühlich, L., Fritz, B., Kring, W. N., & Gallagher, K. P. (2020). Le détecteur de filet de sécurité financière mondial : leçons tirées de la crise du COVID-19 à partir d'un nouvel ensemble de données interactives. <https://bit.ly/2EHXrku>.
- 20 Eurodad. (2020). L'initiative de suspension du service de la dette du G20 : vider le Titanic avec un seau? <https://bit.ly/34d08U3>.
- 21 Le déficit primaire est défini comme les dépenses publiques, hors intérêts, moins les recettes. Cet indicateur rend compte de l'évolution de la politique budgétaire hors impact de la dette publique.<sup>22</sup> Enveloppes allouées aux réponses Covid-19 telles que rapportées dans les rapports des services du FMI. Les données sur les réponses pays par pays au Covid-19 sont disponibles dans l'ensemble de données en ligne à l'adresse [www.eurodad.org](http://www.eurodad.org).
- 22 Aljazeera. (2020). Afrique du Sud : les travailleurs de la santé protestent et menacent de grève <https://bit.ly/30vbp0J>.
- 24 Mise à jour de Worldometers sur le Covid-19 au 25 septembre 2020 <https://bit.ly/36mp91F>.
- 25 Le FBF mesure les ressources nécessaires au secteur public pour couvrir ses besoins de financement. Il est défini comme le déficit primaire plus l'amortissement de la dette et les intérêts, plus l'encours de la dette à court terme à la fin de la période. Un FBF important indique un degré élevé de vulnérabilité aux conditions de financement, notamment les arrêts brusques de capitaux.
- 26 Le groupe comprend les Seychelles, l'Égypte, le Pakistan, Sainte-Lucie, Eswatini, Haïti, la Gambie, l'Afrique du Sud, Sao Tomé-et-Principe, l'Albanie, la République de Macédoine du Nord, le Rwanda, le Samoa, la Jordanie, la République kirghize, le Kenya et le Malawi. Chiffres disponibles dans l'ensemble de données en ligne à l'adresse [www.eurodad.org](http://www.eurodad.org)
- 27 L'adresse [www.eurodad.org](http://www.eurodad.org)
- 27 Le groupe comprend le Bangladesh, le Burkina Faso, le Cap-Vert, le Congo RDC, le Costa Rica, la République dominicaine, l'Égypte, le Gabon, Haïti, le Honduras, la Jordanie, le Kenya, la République kirghize, le Libéria, Madagascar, le Malawi, les Maldives, le Mali, la Moldavie, la Mongolie, le Myanmar, l'Afrique du Sud, le Nigéria, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, la République de Macédoine du Nord, le Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, la Sierra Leone, la Tunisie, l'Ouganda. Chiffres disponibles dans l'ensemble de données en ligne à l'adresse [www.eurodad.org](http://www.eurodad.org).
- 28 Seuls quatre pays sont considérés comme ayant des dettes insoutenables ou viables sans probabilité élevée. La première catégorie comprend la Grenade, le Mozambique et Sao Tomé-et-Principe, et l'autre comprend l'Égypte.
- 29 Baldacci, E., Gupta, S., & Mulas-Granados, C. (2015). Réduction de la dette, ajustement budgétaire et croissance dans les économies à crédit limité. *Journal of Applied Economics*, 18(1), 71-97. <https://bit.ly/2GbVtd0>.
- 30 Arizala, F., Gonzalez-Garcia, J. R., Tsangarides, C. G., & Yenice, M. (2017). L'impact des consolidations budgétaires sur la croissance en Afrique subsaharienne. Springer. <https://bit.ly/2ELNzGt>.
- 31 BIE du FMI (2019). Ajustement et croissance dans les programmes soutenus par le FMI. <https://bit.ly/33e8LOM>.
- 32 Eurodad. (2020). Suspension du service de la dette du G20 : une réponse inadaptée (I). <https://bit.ly/3igjv3A>.
- 33 Aljazeera. (2020). Les hôpitaux équatoriens sous pression, au bord de l'effondrement <https://bit.ly/34pDnwf>.
- 34 Mise à jour de Worldometers sur le Covid-19 au 25 septembre 2020. <https://bit.ly/36mp91F>.
- 35 NY Times. (2020). Le nombre de morts en Équateur lors d'une épidémie est parmi les pires au monde <https://nyti.ms/34lhqON>.
- 36 Bloomberg. (2020). L'Équateur annonce 98,5% des obligations échangées par les détenteurs d'obligations <https://bit.ly/2GAgCNE>.
- 37 Le rapport des services du FMI sur le nouvel accord n'a pas été rendu public au 25 septembre 2020.
- 38 Chiffres du rapport par pays des services du FMI publié le 28 mai 2020.
- 39 Reyes, E., Ryding, T., & Rangaprasad, P. (2020). No more excuses: a time for global economic solutions. <https://bit.ly/33i9Hlj>.
- 40 La comparabilité des données fiscales entre les rapports des services du FMI est entravée par l'utilisation de différents systèmes de classification fiscale et de niveaux de désagrégation dans le pays. Les données déclarées dans cette section utilisent les données de TVA lorsqu'elles sont déclarées. Les données fiscales indirectes sont utilisées dans le cas où les données TVA, ou son équivalent, ne sont pas déclarées.
- 41 Ce groupe comprend l'Albanie, l'Arménie, le Bangladesh, la Bolivie, le Cap-Vert, le Cameroun, la République centrafricaine, la Colombie, la Côte d'Ivoire, la République dominicaine, l'Égypte, l'Eswatini, l'Éthiopie, le Gabon, la Gambie, la Grenade, la Guinée, la Jordanie, le Kosovo, le Lesotho, le Malawi, les Maldives, la Moldavie, le Mozambique, le Myanmar, le Nigéria, le Pakistan, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Paraguay, la République de Macédoine du Nord, le Samoa, le Sénégal, la Sierra Leone, la Somalie, Sainte-Lucie, le Tadjikistan, les Bahamas, la Tunisie, l'Ouganda, l'Ukraine, l'Ouzbékistan. Chiffres disponibles dans l'ensemble de données en ligne à l'adresse [www.eurodad.org](http://www.eurodad.org).
- 42 Reinsberg, B., Stubbs, T., & Kentikelenis, A. (2020). Imposer le peuple, pas le commerce : le Fonds monétaire international et la structure d'imposition dans les pays en développement. *Études en développement international comparé*, 1-27. <https://bit.ly/3n4EPwm>.
- 43 Alavuotunki, K., Haapanen, M., & Pirttilä, J. (2019). Les effets de la taxe sur la valeur ajoutée sur les revenus et les inégalités. *The Journal of Development Studies*, 55 (4), 55(4), 490 à 508. <https://bit.ly/2HKsopv>.
- 44 Oxfam. (2019). Un guide concis sur la fiscalité pour l'égalité des sexes <https://bit.ly/2ENwcvk>.
- 45 OECD. (2020). Réformes de la politique fiscale 2020. <https://bit.ly/2GrwJNO>.
- 46 Ce groupe comprend l'Angola, le Bangladesh, la Bolivie, le Cap-Vert, le Cameroun, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, la Côte d'Ivoire, Djibouti, l'Équateur, le Salvador, l'Eswatini, l'Éthiopie, la Gambie, la Géorgie, le Ghana, la Jamaïque, le Kenya, le Kosovo, le Kirghizistan, l'Afrique du Sud, le Lesotho, le Libéria, les Maldives, le Monténégro, le Népal, le Niger, le Nigéria, le Pakistan, le Panama, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Paraguay, la République de Macédoine du Nord, le Rwanda, le Sénégal, la Sierra Leone, l'Ouzbékistan, Sainte-Lucie, le Tadjikistan, la Tunisie, l'Ouzbékistan. Vingt-six de ces pays sont éligibles à l'ISSD du G20. Chiffres disponibles dans l'ensemble de données en ligne à l'adresse [www.eurodad.org](http://www.eurodad.org).
- 47 Eurodad. (2020). Hors service : comment les services publics et les droits humains sont menacés par la crise croissante de la dette <https://bit.ly/3crkRGS>.
- 48 Ce groupe comprend l'Angola, le Bangladesh, la Bolivie, le Cap-Vert, le Cameroun, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, la Côte d'Ivoire, Djibouti, l'Équateur, le Salvador, l'Eswatini, l'Éthiopie, la Gambie, la Géorgie, le Ghana, la Jamaïque, le Kenya, le Kosovo, le Kirghizistan, l'Afrique du Sud, le Lesotho, le Libéria, les Maldives, le Monténégro, le Népal, le Niger, le Nigéria, le Pakistan, le Panama, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Paraguay, la République de Macédoine du Nord, le Rwanda, le Sénégal, la Sierra Leone, l'Ouzbékistan, Sainte-Lucie, le Tadjikistan, la Tunisie, l'Ouzbékistan. Chiffres disponibles dans l'ensemble de données en ligne à l'adresse [www.eurodad.org](http://www.eurodad.org).

- <sup>49</sup> Nations Unies. (2015). Transformer notre monde : l'Agenda 2030 pour le développement durable <https://bit.ly/36oviKO>.
- <sup>50</sup> CNUCED. (2014). Rapport sur l'investissement dans le monde 2014 : investir dans les ODD, un plan d'action. New York et Genève <https://goo.gl/L3dUKp>.
- <sup>51</sup> Le groupe complet comprend le Bangladesh, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, Haïti, le Honduras, le Kenya, la République kirghize, le Lesotho, le Libéria, Madagascar, le Malawi, les Maldives, le Mali, la Moldavie, le Myanmar, le Népal, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Samoa, Sao Tomé et Príncipe, la Sierra Leone, l'Ouganda. Chiffres disponibles dans l'ensemble de données en ligne à l'adresse [www.eurodad.org](http://www.eurodad.org).
- <sup>52</sup> Gaspar, V., Amaglobeli, M. D., Garcia-Escribano, M. M., Prady, D., & Soto, M. (2019). Politique budgétaire et développement : investissements humains, sociaux et physiques pour les ODD. Fond monétaire international.
- <sup>53</sup> CNUCED. (2019). Rapport 2019 sur le commerce et le développement. <https://bit.ly/30t51q0>.
- <sup>54</sup> Ötker, I., & Loyola, F. (2017). Défis budgétaires dans les Caraïbes : faire face aux catastrophes naturelles. Libérer la croissance et renforcer la résilience dans les Caraïbes, 79.
- <sup>55</sup> Le groupe complet comprend l'Afghanistan, l'Angola, le Bangladesh, le Cap-Vert, le Cameroun, les Comores, le Congo RDC, la Côte d'Ivoire, Djibouti, l'Éthiopie, le Ghana, le Kenya, la République kirghize, le Lesotho, le Libéria, le Malawi, les Maldives, le Mozambique, le Myanmar, le Népal, le Niger, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Rwanda, Sao Tomé-et-Príncipe, le Sénégal, les Îles Salomon, l'Ouganda, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, l'Ouzbékistan. Chiffres disponibles dans l'ensemble de données en ligne à l'adresse [www.eurodad.org](http://www.eurodad.org).
- <sup>56</sup> Kregel, J. A. (2007). Repenser la viabilité de la dette dans le contexte des objectifs de développement du millénaire. Revue trimestrielle - Banca Nazionale Del Lavoro 242, 225.
- <sup>57</sup> Nations Unies. (2018). Viabilité de la dette extérieure et développement - Rapport du Secrétaire général A/73/180. <https://bit.ly/2GqfGM2>.
- <sup>58</sup> Il s'agit du Népal, de la Mauritanie, du Tadjikistan, du Ghana, de Sao Tomé-et-Príncipe, d'Haïti et du Honduras.
- <sup>59</sup> Des résultats similaires ont été rapportés par d'autres chercheurs. Voir, Gallagher, K., et Maldonado, M. (2020). Le rôle du FMI dans la lutte contre le COVID-19: l'indice de reprise post COVID-19 du FMI <https://bit.ly/3ihJac8>.
- <sup>60</sup> Il s'agit du Bangladesh, des Maldives, du Samoa, de la Mauritanie, de la Somalie, du Malawi, du Mozambique, du Niger, de Sao Tomé-et-Príncipe, des Seychelles, de la Sierra Leone, de la Barbade, du Costa Rica, de la Grenade, du Guatemala, d'Haïti, du Honduras, du Paraguay, de Sainte-Lucie et de Saint-Vincent et les Grenadines.
- <sup>61</sup> Eurodad. (2020). L'initiative de suspension du service de la dette du G20: vider le Titanic avec un seau ? <https://bit.ly/34d08U3>.
- <sup>62</sup> Une réponse globale au COVID-19 avec des droits de tirage spéciaux. <https://bit.ly/30u85D4>.
- <sup>63</sup> Eurodad. (2020). Quel est le rôle de l'APD dans la lutte contre la crise du corona ? <https://bit.ly/3d1YMQ6>.
- <sup>64</sup> Reyes, E., Ryding, T., & Rangaprasad, P. (2020). Plus d'excuses : l'heure des solutions économiques mondiales. <https://bit.ly/33i9Hlj>.
- <sup>65</sup> CNUCED. (2019). Rapport 2019 sur le commerce et le développement. <https://bit.ly/30t51q0>.
- <sup>66</sup> Eurodad. (2019). Nous pouvons y arriver : 10 principes de la société civile pour la résolution de la dette souveraine <https://bit.ly/2TqjGjr>.





## Remerciements

---

L'auteur tient à remercier ses collègues Iolanda Fresnillo, Jean Saldhana, Maria Jose Romero, Leia Achampong et Jan Van de Poel pour leurs contributions, et Hanna Finch pour sa relecture et corrections. Toute erreur ou omission sont de la seule responsabilité de l'auteur.

## Contact

---

Eurodad  
Rue d'Edimbourg 18-26  
1050 Brussels Belgium  
+32 (0) 2 894 4640  
assistant@eurodad.org  
[www.eurodad.org](http://www.eurodad.org)

Cette publication a été réalisée avec le cofinancement de l'Union européenne et de Brot für die Welt. Son contenu relève de la seule responsabilité d'Eurodad et ne reflète pas nécessairement les vues de l'Union européenne ou de Brot für die Welt.



**Brot**  
für die Welt

This publication has been supported in part by a grant from the Open Society Foundations.

**OPEN SOCIETY  
FOUNDATIONS**